

Weltsozialforum 2016 in Montreal (Kanada)

Dies ist eine reine Sammlung von Texten in verschiedenen Sprachen zur Dokumentation des WSF 2016. Anregungen und Verbesserungen, auch Übersetzungen willkommen!

Mdv für die SiG-Redaktion. 12.November 2016

1. Texte aus dem Weltsozialforum: Danksagung / 5 Berichte von Konvergenzversammlungen
2. Visa wurden nicht erteilt
3. Marche mondiale des femmes
4. Via Campesina
5. Mehrere Analysen und Beiträge (Wallerstein, F.Mari, Ferrari, Luc Dau, Vaillancourt, Massiah, St, Kron, Tatzio Müller, u.a.m.)

WSF: Special thanks

31 August 2016

You were more than 35,000 participants from 125 countries to take part in the 12th edition of the World Social Forum 2016. The WSF wishes to thank you for joining us and taking part, more than 15,000 were present during the opening march, which was a success !

The World Social Forum would not have been possible without the 1,000 volunteers who gave their time in order to be sure that everything goes as well as possible during the event. We can count more than 15,000 of volunteer work that was done throughout the week.

The World Social Forum wishes to also remind everyone of the importance of the involvement of the 26 self-managed committees of the WSF, for example, the Democracy Committee, the committee on social protection and human rights, and the Committee on Education. These different committees were linked to numerous themes and the activities that were held during these committees represented those themes.

There were also 22 assemblies of convergence which led to more than a hundred initiatives like, for example, Estates General on Education and the participation of many during the day of defense of public services. The WSF will soon publish on its website the calendar of the different actions of social change that were put forward during the Agora of Initiatives and that can be used as a guide by citizens worldwide by providing them with concrete ideas on how to change the system.

Nonetheless, the World Social Forum regrets that 60% (this is a provisional number, as we are still waiting for more information concerning the subject) of visa demands have been refused by the Canadian government. The WSF Collective is committed to portray all those who were refused to show the government, but also to show civil society, what these participants could have brought to the WSF. “ We also want to use the case of Montreal in order to question the accessibility of countries of the North “, explained Raphaël Canet, the co-coordinator.

A special mention for all our partners who made the WSF 2016 possible

Partenaires du Changement / Partners of Change

Brot für die Welt

Université du Québec à Montréal

Gouvernement du Québec

Tourisme Montréal

Cégep du Vieux Montréal

Rakam

Partenaires Engagés / Committed Partners

Projet Écosphère

Développement et paix

Ville de Montréal

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Caisse d'économie solidaire Desjardins

Université McGill

Monument National

Partenaires Mobilisés / Mobilized Partners

Société des Arts Technologiques

Maison du développement durable

Syndicat des Métallos

Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

Fonds de solidarité FTQ

Uniterra : un programme CECI et EUMC

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP)

Partenaires Solidaires / United Partners

Alliance de la fonction publique du Canada (PSAC-AFPC)

Global Health through Education, Training and Service

(GHETS)

Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)

Fédération autonome de l'enseignement (FAE)

99%Média

Fondaction

Rouleau-Paquin design

UNI-Alter

Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-PSAC)

National Union of Public and General Employees

(NUPGE)

TUAC Canada

UNIFOR Québec

Teamsters Canada

Coopérative l'Empreinte

Marie Montpetit, députée de Crémazie

Fédération nationale des enseignantes et enseignants du

Québec (FNEEQ-CSN)

Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec

(SFPQ)

Canadian Office and Professional Employees Union

(COPESEPB)

British Columbia Teacher's Federation (BCTF)

Syndicat québécois des employées et employés de service,

section locale 298 (FTQ) SQEES-298

Congrès du travail du Canada (CTC)

Under Pressure

Montréal, Arts interculturels

Syndicat des chargées et chargés de cours de l'UQAM

(SCCUQ)

Syndicat des professeurs et des professeures de l'Université

du Québec à Rimouski (SPPUQAR)

Réseau québécois de l'action communautaire autonome

(RQ-ACA)

Syndicat des conseillères et conseillers de la CSQ (SCC-

CSQ)

Bâtirente

Groupe d'entraide internationale Spirale

Syndicat des professeures et des professeurs du Collège

Édouard-Montpetit (SPPCEM)

Syndicat des professeurs du Collège Marie-Victorin

(SPCMV)

<https://fsm2016.org/en/remerciements/>

Grande conférence : De l’Afrique aux Amériques, les femmes luttent pour leurs droits.

14 August 2016

Sorry, this entry is only available in [French](#).

Compte-rendu des grandes conférences du FSM
D’Afrique aux Amériques, les femmes luttent pour leurs droits

Vendredi, 12 août 2016, pavillon Leacock de l’Université McGill

Quatre militantes féministes se sont exprimées devant une salle comble à l’Université McGill, dans le cadre de la conférence portant sur les luttes des femmes d’Afrique aux Amériques. Chaudement accueillies, les panélistes ont tour à tour pris la parole pour présenter la réalité des femmes et de leurs luttes dans leurs pays respectifs.

Itzel Gonzalez, militante féministe mexicaine, a lancé le bal avec une poignante présentation sur la violence envers les femmes au Mexique. Dans un pays où la criminalité est un grave problème, les femmes sont particulièrement victimes de violence, d’agressions et, de façon générale, d’insécurité au quotidien. La régularité des agressions commises par des proches – collègues de classe, de travail, etc – place les femmes dans une situation particulièrement difficile. Pour illustrer ses propos, Gonzalez a parlé de la région la plus dangereuse où vivre en tant que femme, Chihuahua. Elle a terminé sa présentation par un appel à la solidarité dans les luttes mutuelles et à la consolidation des alliances.

La deuxième intervenante, Shalmali Guttal, militante féministe de l’Inde, a profité de son temps de parole pour rendre hommage aux femmes asiatiques qui mènent la lutte chaque jour au sein de leurs communautés contre l’appropriation de leurs territoires par les gouvernements et les corporations. Elle a offert de nombreux exemples de femmes du Cambodge, de l’Inde ou des Philippines qui ont amené des villages entiers à se dresser contre les militaires et les milices privées pour défendre leurs terres et entrepris des actions de désobéissance civile. Elle a finalement vanté le mérite des femmes qui font perdurer la lutte de dans le temps par l’éducation des générations futures.

La panéliste suivante était Mama Koité Doumbia, militante féministe et syndicaliste du Mali et candidate au prix Nobel de la paix en 2005. Rejoignant les propos de sa camarade mexicaine, elle a elle aussi dénoncé le statut particulièrement précaire des femmes dans un continent africain aux prises avec des violences continues. Selon elle, la paix et la sécurité sont essentielles au développement des sociétés. Mama Koité a poursuivi en parlant de la lutte qu’elle et ses sœurs ont entreprise dans leur pays contre les islamistes, qui menaçaient de faire régresser dangereusement les droits des femmes maliennes. Sur un ton humoristique, elle a offert des exemples d’expériences familiales et professionnelles personnelles pour faire état du sexisme institutionnel encore omniprésent dans son pays natal. Elle a terminé sa présentation en offrant sa reconnaissance aux femmes militantes partout dans le monde et en saluant le courage que chacune doit conserver pour continuer la bataille tant et aussi longtemps qu’elle sera nécessaire.

La dernière présentation de la soirée, celle de Bertita Caceres, était grandement attendue par le public. En effet, l’assassinat politique de sa mère, Berta Caceres, militante féministe écologiste au Honduras a créé une onde de choc partout sur la planète l’année dernière. Elle-même militante écologiste au Honduras, elle a fièrement parlé de la place prépondérante que prennent les femmes indigènes au Honduras dans le combat contre l’appropriation des terres et la surexploitation des ressources. Également, la jeune activiste a insisté sur l’importance d’une lutte intersectionnelle qui s’oppose à la fois au patriarcat, à l’impérialisme et au racisme. Elle a conclu par un émouvant hommage en faisant la lecture d’une lettre à l’intention de sa mère rédigée par sa sœur, qui est par la suite venue la rejoindre sur la scène sous les applaudissements nourris de la foule.

<https://fsm2016.org/en/grande-conference-de-lafrique-aux-ameriques-les-femmes-luttent-pour-leurs-droits/>

Grand Conference : Basic Income, a Major Social Innovation for the 21st Century

13 August 2016

Basic income: the idea that giving an amount of money from birth to death could help eradicate extreme poverty

For the last day of the Grand Conferences, the WSF 2016 presented a discussion on basic income at Concordia University. During an hour and a half, the panel of three speakers and a moderator addressed the conference “ Basic Income, a Major Social Innovation for the 21st Century”.

The first one to speak was Rutger Bregman, author of the bestseller *Utopia for Realists*, where he defends the need to have a basic income. His intervention was filled with humour, as well as being rich in content. He began by explaining that following his five years of study in the field of history, he was able to summarize everything that he learned in 5 words: “*everything used to be worse*”. He then went on to offer a critique of the media, which only talk about disasters, terrorism, and economic crises; in brief, we are too pessimistic. During the 1800s, 94% of the world’s population lived in extreme poverty. During the 1980s, this number went down to 40%, whereas today it is at 10%. The most important objection to basic income is fundamentally moral as the majority of people believe that in order to make money, one must work for it. The problem is that we apply a definition that is too limited when it comes to work. People are paid for working “ bullshit jobs “, while being frustrated at their jobs. We are not creating a society that is happier or more productive.

Karl Widerquist, professor at the University of Georgetown, continued the discussion by presenting the history behind the importance of a basic income. He presented the three waves of basic income. The first wave began at the beginning of the 20th century and emerged from the idea that “basic income is the base of social justice”. A certain income, just enough to be able to pay for necessities, needs to be guaranteed to everyone, whether one works or not. A larger income should be given to those who wish to work within their communities. The second wave continued during the 1960s, accompanied by social movements in which civil society participated and encouraged, like the Welfare Rights Movement for example. Widerquist concluded by presenting the

third and most important wave of the movement which is going on today.

Marcus Brancaglione presented a concrete example of the application of basic income in Brazil. Brazil is moreover the first and only country to have introduced the concept of a basic income in its constitution. In 2008, Marcus Brancaglione initiated a pilot project in a small village in his motherland. In the beginning, people believed it as a trap, but in the end, all benefited from it.

Instead of spending enormous amounts of money on war and corruption, why not use this money towards programs of basic income from which all can take advantage of? However, it is important to remember that “to every right, a duty”. Although governments do their part in giving populations such a right, populations have a duty to use this income in order for everyone, including future generations, to take advantage of this income and to potentially eradicate extreme poverty.

To conclude the conference, a period of questions allowed the debate to carry on. Bregman and Widerquist mentioned that a system of international assistance – where the rich and the poor can benefit – is less costly than a targeted system. Some may say that a system of international assistance is more costly than a targeted system. However, Widerquist demonstrated that the required costs to determine which populations need this basic income are greater than a simple system where all are targeted and benefit in the end. During the second wave of the movement, Reagan and Thatcher demonized poorer social classes and retreated the work that was previously done by activists for basic income. Both speakers explained that by including all social classes when it came to social benefits, this allowed to eliminate the demonization of other classes in the debate.

Finally, Bregman closed the discussion with the example of women’s suffrage, which was considered for quite some time as a utopia. We must not forget that “*every milestone of civilization started as a utopian thought*”.

<https://fsm2016.org/en/grande-conference-le-revenu-de-base-comme-une-innovation-sociale-d-21e-siecle/>

Grand Conference: Arab Spring, 5 Years Later. Egypt as an Example.

13 August 2016

Counter-revolution: a Quest for Democracy that Continues

It was on Friday, August 12, 2016, at the Marie Gérin-Lajoie room of UQAM that the Grand Conference *Arab Spring, 5 Years Later. Egypt as an Example* took place. The central theme was the culture of peace and the battle for justice and demilitarization. The conference was organized by Ehah Lotayef : founding member and president of the Egyptian Canadian Coalition for Democracy (ECCD), founding member of the Canadian fleet for Gaza, defender of human rights, engineer and poet. His guests were Maha Azzam and Haroon Siddiqui. During this evening, the speakers dealt of the situation in Egypt since the last three years, and then analyzed the current situation and discussed of the short and long term solutions.

As a reminder, the Arab Spring began in Tunisia, blowing a “wind of freedom” in the Middle East, particularly in Egypt, Yemen, Libya, Syria and Bahrein. For Egypt, this breath of fresh air gave a lot of hope to the population in establishing a representative democratic government. After the fall of the president, a civil president that was democratically elected took control of the government. It was a first in the political history of Egypt. However, a *coup d'état* took place on July 3rd, 2013, as a result of an alliance between the economic elite of the country and the military. Ever since that day, Egypt has been governed by a military dictatorship giving itself a false air of democracy. In fact, the country suffers from ” an important financial crisis, a complete disregard of human rights and a politicized justice system. “

Maha Azzam : president of the Egyptian Revolutionary Council, previous member of the Royal Institute of International Affairs
Azzam denounces the abuse of force and the corruption that have taken over Egypt. According to her, it is a shame that the country is able to ignore human rights and democratic principles to that extent. The last reports of Amnesty International and of Human Rights Watch do not praise the country when it comes to the situation concerning human rights. The current government responds to a fascist model, instilling suspicion and division amongst the population. Its weapons are police force and propaganda by the media. Any opposition to the military regime is fought, without any regards to laws and to universally recognized rights. A constant atmosphere of fear reigns, but the dictatorship fails in its objectives of stability and security. Such a political situation create more radicalization and extremism amongst the population.

Egyptians should have the opportunity, just like any other population, to put in place a real democracy serving the citizens. However, a revolution does not happen from one day to another, but rather through waves. Slowly, but surely. The counter-revolution was foreseeable in a system that never really knew what a democracy is. Ironically, the *coup d'État* should be part of the democratization process. In counterpart, the democratic countries of the Occidental world should provide an example by stopping any support of such a political regime. Only civil and international mobilization will come to terms of this unbearable situation for the Egyptian population. These countries need to stop thinking in a dichotomous way: economic interests vs ethic and human rights. One does not go without the other because the Egyptian population will remember those who endorsed this dictatorship that interfered with its fundamental freedoms of coming together, protesting and expressing itself.

Haroon Siddiqui : distinguished editor of the *Toronto Star*, member of the order of Canada and of Ontario, author of the bestseller “Being Muslim”
Siddiqui explains that the lack of support from big democratic power as a reflection of their geopolitical and economic interests in the Middle Eastern region. In the recent history of the region, the interventions of the Western world have had important negative impacts. However, the Western world has always denied its responsibility in the different events that have followed its involvement in the region: violence, genocides, civil wars, rise of fundamentalism, the rise to power of military and/or religious dictatorships. According to Siddiqui, it is in part due to the fear triggered by the Muslim Brotherhood. This organization appears like a threat to the Western world because it would be able to rally a lot of supporters to its cause. The Muslim Brotherhood disrupt the status quo formed by the monarchies and their Western allies. We can make the link between the military equipment supplies coming from the Western countries to the Middle East. They protect their interests by ensuring the oppression of any gathering or undesirable demonstration. Finally, Siddiqui calls for everyone to take a stand for the respects of human rights and of democratic principles in Egypt. The Western imaginary needs to wash itself from its simplistic and islamophobic vision of the conflicts currently taking place in the Middle East.

<https://fsm2016.org/en/grande-conference-le-printemps-arabe-5-ans-apres-legypte-en-tant-quexemple/>

Palestinians under Apartheid, Occupation and Siege.

12 August 2016

It is under the eye of about 300 people that the grand conference on the life of the Palestinian people under Israeli occupation took place. It was led by three speakers with different but enriching and complementary perspectives. Expressing themselves according to their experience as Palestinians, they presented the current situation in Jerusalem and its region in an emotional way.

The conference opened with the introduction of Bassel Ghattas, a Palestinian member of the Israeli parliament – the *Knesset* – he mainly spoke up about Israeli parliamentarism. He spent a long time developing on his dual role as member of the Israeli Parliament and as activist for Palestine freedom. He sees his role as member of Parliament as a tool to improve his community's living conditions, but also hopes to succeed in "lifting the veil of the Israeli democracy" in order to fight for the self-determination of the Palestinian people.

For Zakaria Odeh, director of the *Civic Coalition to Defend Palestinians Rights in Jerusalem*, the Palestinian population is facing a colonialist apartheid regime « *It is ethnic cleansing in a «very systemic, very continuous way* ». He built on the difficulties faced by Palestinians, specifically in East Jerusalem, to find housing, they sometimes see themselves forced to destroy their own accommodations.

He presented and critiqued the entire construction of

the legal framework of the country, built with the main objective to appropriate and to control lands. Odeh also expressed himself on the situation of education in Palestine, where the population is forced to offer the Israeli curriculum in his often under-financed and overcrowded schools.

The last panelist, Nora Carmi, delivered a powerful speech calling for action. Mainly speaking about human rights and the values of love and solidarity, she encouraged the audience, as well as the international community, to pressure the governments of the world to sanction Israel for its actions, to put an end to systemic racism, to replace the declarations with concrete actions. She saluted the courage and creativity of the community living in Gaza, under siege for 10 years. Warmly applauded, she finished her intervention on a vibrant call to support the *BDS* movement, the last hope, according to her, to stop the Israeli apartheid regime; « *peace in the Middle East starts in Palestine* ».

The three panelists concluded through asking the public in one voice to inform, engage itself as well as take action to stop the repeated atrocities and not let them go unheard of. In Zakaria Odeh's words : « *We have no hope in your states. We have hope in you and hope in your struggles* »

<https://fsm2016.org/en/palestiniens-sous-lapartheid-loccupation-et-sous-le-siege/>

Another Digital World is Needed: With Free Software, it is Possible!

12 August 2016

In the context of the WSF 2016, a conference on the importance of free software was held at McGill University on August 11. For this occasion, two speakers discussed the following topic: “Another Digital World is Needed: With Free Software, it is Possible!”

The panel consisted of two people, Marianne Corvellec and Richard Stallman. Marianne Corvellec has a doctorate in statistical physics from the École Normale Supérieure de Lyon. She is a data analyst for the Emerging Technologies and Data Science team of the CRIM. She is also specialized in software development. Richard Stallman is the founding president of the Free Software Foundation. He founded the movement for free software in 1983 and launched the GNU system of exploitation in 1984. “Linux” was then added at the end of the 1980s as the “core” of the GNU system.

Libre not Gratis

First off, the two speakers explained the importance of being free as in having freedom. They explain that their battle is to encourage the use of free software, but not free in terms of price. According to the words of Stallman, “price is a secondary detail that is not very important as liberty is what is important. It is never about the price, the price is a distraction.”

But what is free software? Free software is when the users control the program. Freedom is having control of one’s own life. There are 4 freedoms according to Richard Stallman.

Freedom 0: To exploit the program

Freedom 1: To study the source code and to change it for it do what one wishes

These two freedoms allow each user to change his/her own copies. The problem is that many users do not know how to program, but they deserve the right to control their software. Users need to have the collective control of their program, the freedom to change it according to what they wish.

Freedom 2: To make exact copies to give or to sell to others

Freedom 3: To make modified versions of the software and to give or to sell it to others.

A condition is added to these last two freedoms: the next users need to also have such freedoms.

If a software has these 4 types of freedoms, it is what we call a “free software”. If one of these freedoms is not valid, it is the program or the owner of that program that has control over the user, it is an injustice that should not exist, it is a trap for those who use it. In sum, free software is a software that the user controls.

A recurrent theme of the conference was the one of surveillance. Richard Stallman explained that “the cellphone is Stalin’s dream”. Without naming any companies he points out the dangerous actions taken by the giants of the software and of the web worlds, who themselves have agreements with governmental organizations like the NSA in the United States. We are tracked, surveilled, and listened without our knowledge, but also with our consent in certain cases as the media have documented this phenomenon. Marianne Corvellec also deplored the ubiquity the products of certain companies, especially amongst educational bodies – universities – that are supposed to be places of sharing and of neutrality. The issue of patents is also important because, as Marianne explained, they do not allow innovation to take place instead of promoting it. She uses the image of a wheel, where when we improve a wheel we do not reinvent it; it is the same thing with code. By placing patents on certain lines of code, entire programs cannot be developed without spending huge amounts of money.

So what can we do? Corvellec quoted Edward Snowden by saying “Even mass surveillance has its limits”. By consuming at a local level and avoiding the industrial level, we can keep our freedom. It is about being a *fish that is smaller than the meshes of the net*. As to the debate about terrorism, when the question was asked to the speakers, Richard Stallman called out: “Tyranny is more dangerous than terrorism!!”

To know more about these subjects:

<https://emailselfdefense.fsf.org/en/>

<http://www.gnu.org/help/>

<http://stallman.org/uber.html>

<https://fsm2016.org/en/un-autre-monde-numerique-est-necessaire-avec-le-logiciel-libre-il-devient-possible/>

Eröffnung des Weltsozialforums in Montreal von hunderten abgelehnten Visaanträgen überschattet

, [Stefanie Kron](#)



Gestern begann in Montreal das erste Weltsozialforum (WSF) in einer Stadt des Globalen Nordens. Diese Entscheidung war bereits im vergangenen Jahr beim WSF in Tunis von zahlreichen Akteuren aus dem Süden kritisiert worden. Man befürchtete, was nun auch eintrat: Rund 70 Prozent der Visaanträge von TeilnehmerInnen aus Ländern des Südens sind, Angaben der Mayfirst/People Link-Bewegung, von den kanadischen Behörden abgelehnt worden. Insgesamt soll dies mindestens 200 AktivistInnen aus dem sub-saharischen Afrika, aber auch aus dem Iran, Nepal und Haiti betreffen

(www.lapresse.ca/actualites/201608/05/01-5007752-le-canada-refuse-des-visas-a-plus-de-200-participants-au-forum-social-mondial.php). Allein aus dem Umfeld von May First/People, die u.a. für einen alternativen und kollektiven Umgang mit digitalen Medien und Internet Providern eintreten, wurde 20 Menschen die Einreise nach Kanada verweigert. May First ruft die TeilnehmerInnen und OrganisatorInnen des

<http://wsf.blog.rosalux.de/2016/08/10/eroeffnung-des-weltsozialforums-in-montreal-von-hundert-abgelehnten-visaantraegen-ueberschattet/> / www.youtube.com/watch?v=9Rw4Q54kGik

diesjährigen WSF dazu auf, diese Petition gegen die Migrationspolitik der kanadischen Regierung zu unterzeichnen

(outreach.mayfirst.org/civicrm/petition/sign?sid=2&reset=1). Bilal Al-Jouhari, Mitarbeiter der marokkanischen NGO Gadem, die sich für die Rechte von Migrierenden in Nordafrika einsetzt, gibt an, dass allen AntragstellerInnen der marokkanischen „Platform of migrants associations“ das Visum für Kanada verweigert wurde.

Auch Trésor, wie Bilal Al-Jouhari ein Teilnehmer der 25 Menschen zählenden Delegation der Rosa-Luxemburg-Stiftung in Montreal, erhielt kein Visum, obgleich der aus Kamerun stammende und in Berlin lebende Aktivist von der „Coalition Internationale des Sans Papiers et des Migrants“ (CISPM/Voix des Migrants) über einen unbefristeten Aufenthaltstitel in Deutschland verfügt. Auch mehrere Einladungen der RLS und ihrer kanadischen Partnerorganisation „Alternatives“ sowie ein persönliches Schreiben der RLS-Geschäftsführung konnten die kanadischen Behörden nicht umstimmen. Trésor sollte gemeinsam mit Bilal Al-Jouhari und anderen als Redner an dem von der RLS organisierten Workshop „Border Struggles and Migrants‘ Rights Movements in a Global Perspective“ am WSF teilnehmen.

Wir veröffentlichen hier stattdessen eine Video-Grußbotschaft, in der er über den Kampf der Geflüchteten in Deutschland und Europa für ihre Rechte, über die europäische Abschottungspolitik und Migrationsursachen im sub-saharischen Afrika spricht:

<https://>

Déclaration de la Marche Mondiale des Femmes : Forum Social Mondial 2016 à Montréal

19 août par Marche mondiale des femmes

ENGLISCH: <http://www.cadtm.org/WMW-Declaration-at-the-World>

Le Forum social mondial s'est tenu du 9 au 14 août 2016 à Montréal au Québec, que nous reconnaissons comme le territoire autochtone non cédé du peuple Mohawk. Cette reconnaissance vise à rendre visible la colonisation des territoires sur lesquels nous sommes et à prendre responsabilité comme personnes non-autochtones, collectivement, des enjeux qui affectent les peuples autochtones aujourd'hui.

Nous les femmes de la MMF, dénonçons les refus de visa pour plusieurs militantes et militants provenant majoritairement de pays du Sud. Nous dénonçons les politiques migratoires restrictives de nos gouvernements qui contribuent à criminaliser les militantes et militants des mouvements sociaux. Cette situation a empêché la présence de leaders qui mènent des luttes de résistance contre le capitalisme, le patriarcat, le racisme et le colonialisme, dans leur pays respectif.

La rencontre des militantes de la MMF a permis de constater encore une fois à quel point les luttes menées par chacune à l'échelle locale sont liées et s'inscrivent dans les luttes dans un contexte global pour la défense pour nos corps, la Terre et les territoires.

Nous les femmes de la MMF dénonçons le coup d'État au Brésil et la mise en place d'un gouvernement de droite, sexiste, raciste, autoritaire (liberticide), qui bénéficie de la complicité des médias, qui contribuent à criminaliser les mouvements sociaux tout en refusant de parler de coup d'État (« impeachment »). Les femmes du Brésil résistent, avec une présence importante de jeunes militantes, qui se mobilisent en développant la formation politique féministe, par exemple à travers des occupations d'écoles secondaires qui ont permis d'élargir les prises de conscience et la résistance. De plus, au Brésil, comme dans plusieurs pays d'Amérique latine et d'Europe, les féministes luttent pour revendiquer le droit d'accès pour toutes les femmes à l'avortement, et le droit fondamental à disposer de leur corps.

Au Brésil et dans les Amériques, après 10 ans de débat sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), quelques mouvements à gauche s'organisent à travers une Journée continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme, c'est une étape importante pour développer la solidarité internationale anticapitaliste et anti-patriarcale afin d'articuler les mouvements sociaux entre les pays et qui se terminera par une grande mobilisation le 4 novembre avec le thème "Aucun pas en arrière ! ».

Aux États-Unis, les militantes de la MMF, se mobilisent contre les politiques de leur pays qui affectent les femmes et les populations marginalisées aux États-Unis et partout dans le monde dans une perspective anti-impérialiste. Elles travaillent pour le renforcement du leadership des femmes et des hommes qui sont les plus marginalisé.e.s et les personnes directement affectées par différents systèmes d'oppression. Elles travaillent également à développer les connaissances des enjeux qui touchent les personnes Queer-LGBTQ en vue d'une plus grande inclusion de ces préoccupations au sein du mouvement des femmes et de la MMF.

Nous, les femmes de la MMF sommes solidaires des femmes palestiniennes dans leurs luttes contre la colonisation et pour la libération de leur territoire occupé. Nous dénonçons la répression violente exercée contre le peuple palestinien et particulièrement contre les femmes qui sont au cœur de la résistance pour leur droit à l'autodétermination.

Nous sommes solidaires également de la lutte menée par les femmes sahraouies pour la récupération de leur territoire.

Dans les autres pays du monde arabe, les femmes sont au cœur des mouvements populaires qui défendent la démocratie en revendiquant l'accès pour toutes à l'éducation, à la santé, à la participation politique et citoyenne. Les féministes de ces pays travaillent pour que les lois garantissent une égalité réelle pour toutes les femmes. Avec elles, nous dénonçons la montée des fondamentalismes religieux et les effets dévastateurs des

politiques impérialistes.

Les militantes de la MMF au Québec sont extrêmement fières d'accueillir des camarades et des camareras de partout dans le monde dans des espaces où est née la MMF en 1998 et de pouvoir partager avec elles les enjeux actuels pour les femmes du Québec. Dans un contexte de montée de la droite conservatrice, les féministes se mobilisent pour contrer les mesures d'austérité et la privatisation des services publics qui appauvrissent encore davantage les femmes et les personnes marginalisées. De plus, elles résistent particulièrement pour préserver l'eau, source de vie, et dénoncent l'exploitation effrénée des ressources naturelles, et ce, en solidarité avec d'autres mouvements sociaux.

Au sein de la MMF au Québec, les femmes autochtones et non-autochtones développent des liens de confiance et de solidarité et travaillent à décoloniser les relations entre nos peuples. Nous appuyons les luttes des femmes autochtones pour le droit à l'autodétermination et appuyons la tenue d'une véritable enquête sur l'assassinat et la disparition des femmes autochtones, qui mette en lumière l'impact du sexisme et du racisme dans la vie des femmes et des communautés.

Nous, les femmes de la MMF, avons participé aux différents ateliers et actions organisés dans le cadre du FSM pour dénoncer les changements climatiques, toutes les formes de violence envers les femmes, les politiques de privatisation et les mesures d'austérité, la montée des fondamentalismes, le contrôle et la militarisation des territoires à des fins capitalistes, les effets des migrations forcées et la fermeture des frontières de la part des pays occidentaux qui sont à l'origine de ces déplacements.

En sortant de l'échec de la COP21, tandis que nos gouvernements continuent d'autoriser la Terre à brûler, il est important que nous continuions de porter les voix et les solutions des femmes des communautés les plus touchées par les impacts climatiques des décisions désastreuses de nos gouvernements.

La montée de la droite réactionnaire et des fondamentalismes ne sont pas isolés à chaque pays, mais sont liés à la crise mondiale engendrée par le capitalisme qui crée et alimente les violences racistes et sexistes partout dans le monde.

Nous, les femmes de la MMF, participons aux actions de résistance contre l'industrie extractive et l'impunité dont bénéficient les multinationales et parmi elles un grand nombre d'entreprises canadiennes qui exploitent les ressources naturelles, détruisent la vie, exproprient les communautés et criminalisent les défenseuses et défenseurs de la Terre et des droits humains.

Nous soulignons le rôle de leader joué par les femmes dans toutes ces luttes dans les différents pays dans le monde, du Honduras aux Philippines en passant par la République démocratique du Congo, pour résister aux compagnies minières et aux gouvernements responsables de l'assassinat et de la disparition de nombreuses militantes et militants qui résistent.

Nous rendons hommage à notre camarera Berta Caceres, féministe autochtone qui s'est opposée à la construction de barrages dans son pays, au Honduras, assassinée sauvagement ainsi que plusieurs de ses compagnons de lutte en mars dernier. Deux de ses filles, Bertita et Laura, sont présentes au FSM à Montréal, pour porter la voix de leur mère. Nous affirmons avec elles que la lutte continue : « Berta n'est pas morte, nous sommes toutes Berta ! Berta vit, la lutte continue ! »

Les femmes de la MMF se donnent rendez-vous en octobre prochain à Maputo au Mozambique pour tenir la 10e Rencontre internationale de la MMF. Nous y poursuivrons la construction de nos alternatives féministes et le renforcement de nos solidarités féministes.

Nous serons en marche jusqu'à ce que toutes les femmes soient libres !

La MMF au FSM 2016 à Montréal

<http://www.cadtm.org/Declaration-de-la-Marche-Mondiale,13835>

Déclaration de la délégation de La Via Campesina au Forum social mondial de 2016

Montréal, Québec, le 14 août 2016

« Non seulement croyons-nous qu'un autre monde est nécessaire, les membres de La Via Campesina construisent déjà un monde meilleur. » - Carlos Marentes, co-coordonateur de la région Amérique du Nord de LVC



Nous avons été chaleureusement reçus par l'Union paysanne et nous avons réaffirmé notre appui à leur lutte pour mettre fin au monopole syndical qui exerce son emprise sur l'agriculture au Québec, en ajoutant notre voix à la revendication « Pas de souveraineté alimentaire sans souveraineté paysanne ! »

Lors de notre conférence de presse du 11 août, Maxime Laplante a déclaré : « La situation du Québec est extrêmement particulière, car il n'y a qu'une seule organisation au Québec qui a le droit de représenter les agriculteurs ici, de négocier avec le gouvernement ou d'intervenir dans la gestion des plans de mise en marché, le marketing, etc. Cette organisation, c'est l'Union des producteurs agricoles (UPA). C'est la seule organisation qui jouit du droit légal de représenter les agriculteurs. »

La coordinatrice de La Via Campesina Amérique du Nord et vice-présidente de la National Family Farm Coalition Dena Hoff a déclaré : « Toute la région de La Via Campesina est derrière l'Union paysanne et appuie sa lutte pour être reconnue par le gouvernement du Québec en tant que voix des paysans qui luttent pour la souveraineté alimentaire. »

La délégation de LVC a participé avec enthousiasme à la manifestation d'ouverture, à un grand nombre d'ateliers, de panels et d'assemblées qui portaient notamment sur la souveraineté alimentaire, le droit à l'alimentation, les sociétés post-extractives, l'agroécologie et la réforme agraire populaire, et l'avenir du FSM, conjointement avec ses alliés y compris le groupe ETC, Grain, l'espace Climat, l'Indigenous Environmental Network (IEN), Global Justice Now, USC Canada, SUCO, Why Hunger, Grassroots Global Justice Alliance, Coalition mondiale des forêts, Focus on the Global South, Développement et Paix, Inter-Pares, Vigilance OGM Québec et plusieurs autres.

Comme l'a dit Dena Hoff : « La lutte pour la souveraineté alimentaire sera gagnée avec un million d'initiatives de lutte de la base. »

Au moment où les crises s'approfondissent dans le monde, notamment la souffrance massive des migrants qui fuient la guerre, la pauvreté et la faim croissantes, les événements météorologiques extrêmes, l'accaparement des terres et des

ressources par les transnationales, l'expansion et la consolidation de l'agrobusiness et des monocultures des plantations de fourrage et de biocarburants partout sur la planète, La Via Campesina, nous déclarons notre engagement ferme dans la lutte acharnée pour la souveraineté alimentaire, une réforme agraire populaire, la souveraineté semencière et de la biodiversité, la démocratisation du système alimentaire et une solide défense des droits humains.

Nous contestons l'utilisation du concept « d'agroécologie » et des mots à la mode liés au climat en dehors du contexte de la souveraineté alimentaire pour justifier une expansion de l'éco-blanchiment ou recueillir des fonds pour une ONG. Nous insistons que l'agroécologie signifie une validation de l'agriculture à petite et moyenne échelle, de la recherche et de l'innovation paysanne et elle signifie l'intégration de pratiques traditionnelles et le contrôle de nos semences par les collectivités paysannes et rurales.

La souveraineté alimentaire est le droit des agriculteurs et des mangeurs de contrôler la production, la transformation et la distribution de leurs aliments avec des aliments culturellement appropriés et une rémunération équitable et une dignité pour les producteurs d'aliments. Nous affirmons que l'agriculture, la pêche, l'élevage, la chasse et la cueillette à petite échelle sont essentiels dans la lutte pour combattre les changements climatiques et continuer d'alimenter l'humanité. Nous voulons un accès à la terre pour tous et toutes, notamment les jeunes qui veulent nourrir leurs communautés. Nous voulons mettre fin à l'invasion des semences transgéniques dans nos territoires et nous exigeons que soit respecté le droit des agriculteurs de continuer de produire, de conserver et de partager leurs propres semences. Nous disons « Non » à l'agrobusiness et « Oui » aux gens de la terre et à la culture paysanne.

LVC a aussi publiquement critiqué le gouvernement du Canada étant donné que de nombreux dirigeants et dirigeants de mouvement sociaux importants n'ont pu participer au FSM parce que plusieurs centaines de visas ont été refusés, y compris les visas de deux des dirigeants de notre délégation. Nous avons aussi profité de l'occasion offerte par le FSM de 2016 pour exprimer notre solidarité avec tous les mouvements qui luttent aujourd'hui contre la violence, la dépossession, l'exclusion et les attaques contre les droits démocratiques des peuples. Nous avons tout particulièrement exprimé notre solidarité avec la lutte du peuple palestinien contre l'oppression et l'exploitation aux mains du colonialisme sioniste, la lutte de nos camarades du Mouvement des sans terre contre le récent coup d'État au Brésil, la courageuse lutte des Premières Nations contre les menaces contre l'intégrité de leurs terres que constituent l'exploitation des sables bitumineux, les oléoducs et les autres actions destructrices du capital, et la lutte contre la violence croissante contre les Noirs et c'est pourquoi nous appuyons pleinement le mouvement Black Lives Matter.

GLOBALISONS LA LUTTE, GLOBALISONS L'ESPOIR !

Préparé à Montréal, Québec, le 14 août 2016

<https://viacampesina.org/fr/index.php/actions-et-nements-mainmenu-26/forum-social-mondial-mainmenu-34/1349-declaration-de-la-delegation-de-la-via-campesina-au-forum-social-mondial-de-2016>

Wallerstein The World Social Forum Still Matters

<http://iwallerstein.com/commentaries/>

Commentary No. 436, November 1, 2016

The World Social Forum (WSF) has met regularly since its first meeting in Porto Alegre in 2001. And just as regularly, there have been analysts who have announced its demise as a relevant expression of the Global Left. And nonetheless, somehow, it continues to matter in the struggle for global justice.

The most recent meeting was in Montreal, Quebec on August 9-14, 2016. This meeting was in some ways different from previous ones. It was the first one held in the Global North. The decision to hold it there was a deliberate attempt to demonstrate the globality of the WSF.

This decision came at a price. The Canadian government refused visas for a significant number of prospective attendees coming from the Global South. The cost of travel and lodging for attendees was relatively high. The result was a meeting with a reduced number of participants, and one that was tilted more than previously to persons coming from the Global North. This was no surprise to the organizers. The belief was that the price was worth the positive side of the decision.

In some ways, the meeting was like all previous meetings of the WSF. On the one hand, there was an immense range of themes under discussion. And participants tended to attend those thematic panels that were of greatest interest to them. The result was a network of thematic ghettos, and an insufficient amount of trans-communication between the range of different worldwide political struggles.

On the other hand, there was a major debate about the validity of the “horizontal” manner in which the WSF was organized. Its critics argued that the WSF was not (or no longer) relevant, as a result, to the real political struggles going on everywhere. This debate has been held repeatedly, but this time it was perhaps more intense, and even angry. Nonetheless, its essence remained the same.

The major new argument among those who were unhappy with the “horizontalist” mode of organization was that we should not be looking at who is now attending the WSF but at those who are no longer attending it because they have come to see it as an expensive waste of time, since it did not further the actual political struggle.

The counter-argument is that the WSF has shown itself to be a powerful brand name. There are now an ever-growing number of countless regional, national, and local social forums. There are endless thematic forums at all geographical levels. These forums, as the

global WSF itself, are self-organizing. The WSF has proved to be a bottom-up concept, not a top-down one. And this remains its essential strength.

Of course, none of us has quantitative data to back up these assertions, one way or the other. It is a battle of one set of intuitive and genuinely subjective judgments against another. If it has become more intense, it is largely because the global political struggle that seemed so relatively favorable to the Global Left a decade ago now seems to have been reversed. The resulting pessimism within the global justice movement has led to the harsher internal debate of the WSF. It is not the WSF that has caused this worldwide greater difficulty for the Global Left. Rather, it is this reversal that has led to more internal debate within the WSF.

My own sense is that we have to keep our eye on the global struggle, and the role that the WSF can play in it. If we were to hold no more WSF meetings, it might liberate some money, energy, and time for other activities. But these “other activities” might never occur, as pessimism leads to withdrawal from activism. The meetings of the WSF, however imperfect, are acts both of renewal and optimism. The leaders of two major organizations in the Tunisian struggles – the FTDES (Tunisian Forum for Economic and Social Rights) and the UGTT (Tunisian General Labor Union) – have written a very critical paper analyzing the failings of the Montreal meeting. Nonetheless, they end their paper by saying that, despite the flaws, the meeting was a success because it preserved *le sillon de l'espoir* (“the trace of hope”). One very positive aspect of the Montreal meeting was that the sessions devoted to the future of the WSF were massively attended. The debates were fierce, but what it showed to me was that the attendees wanted to debate. They were seeking ways to strengthen their struggles. They thought that how the WSF was organized might be part of the answer.

The secret of the WSF from the outset has been that it sought to be widely inclusive of all the tendencies within the Global Left. It sought to be mindful of the historic failures of the Global Left over the past two centuries. It has been a plus, not a minus, in the worldwide struggle to transform the world-system and to replace it with a relatively democratic, relatively egalitarian one. Let us not waste our time throwing stones at each other. Let us continue to talk to each other and learn from each

Weltsozialforum: Vielfalt gemeinsam Denken!

Von [Francisco Marí](#) am 14.08.2016

Die großen Vorlesungssäle waren nur selten ganz gefüllt. In den vielen Gebäuden der verschiedenen Universitäten von Montreal ging es ruhig und sachlich her. Vielleicht auch deswegen, weil teilweise die Übersetzung fehlte und deshalb alle zwang, sich gut gegenseitig zuzuhören. Fast 160 Veranstaltungen fanden parallel statt, und dies zweimal am Tag und über drei Tage lang. Insgesamt gab es nahezu 1.200 Debattenangebote, meist im klassischen Stil organisiert, mit PanelistInnen und Präsentationen und oft als Gemeinschaftsveranstaltung verschiedener Gruppen – anders als auf den vorangegangenen Foren. Bisher wurde insbesondere von großen Organisationen das Sozialforum zur Selbstdarstellung ihrer Arbeit genutzt. Auch Brot für Welt trat diesmal mit drei Veranstaltungen zu Klima- und Rohstoffthemen recht bescheiden gegenüber früheren Jahren auf. Doch insgesamt waren es dann doch sehr viele Veranstaltungen – zu viele, um sich wirklich einen Überblick zu verschaffen, auch wenn alle sich in eine von dreizehn Themenachsen einordnen mussten. Dazu fanden noch sogenannte Konvergenz-Veranstaltungen statt, die die Ergebnisse der Workshops mit ähnlichen Themen etc. zusammenfassten und einen Ausblick gaben auf zukünftige Vernetzungen oder gemeinsame Aktionen vorbereiteten. Es gab Versammlungen zu Steuerflucht, Solidarität mit Palästina, Migration, Klimagerechtigkeit, Agrarökologie, Militarisierung oder zu Bildungsfragen.

Die Anzahl von Workshops mit ähnlichen Themen war schon immer ein Gradmesser für die gegenwärtig von sozialen Bewegungen verfolgten Schwerpunkte. Dabei zeigt sich der Wandel des Diskurses auf den Weltsozialforen meist an der angebotenen Anzahl von Veranstaltungen unter einer der [Themenachsen](#).

Spitzenthema Grundrechte

Absoluter Spitzenreiter waren diesmal mit fast 180 Veranstaltungen Diskussionen zur Themenachse 7:

„Menschen- und soziale Rechte, Würde und Kämpfe gegen Ungleichheit.“ Eine Tendenz, die sich schon auf den Weltsozialforen 2013 und 2015 in Tunis zeigte. Eigentlich verbriefte Grundrechte werden eingeklagt. Dabei geht es, wie im arabischen Frühling, bei Bewegungen in Südeuropa, aber auch in Indien, Myanmar, Thailand oder Bangladesch genauso wie in Afrika darum, der Menschenwürde Geltung zu verschaffen. Dies soll nicht abstrakt geschehen. Daher waren folgerichtig die Veranstaltungen unter der Themenachse 1: „Wirtschaftliche, soziale und solidarische Alternativen angesichts der kapitalistischen Krise“, diejenigen mit den zweitmeisten Nennungen. Um die dort diskutierten Alternativen zu erstreiten, bedarf es einer wachen Demokratie und sozialer Bewegungen. Daher landete wohl diese Themenachse im Ranking an dritter Stelle mit rund 120 Veranstaltungen.

Aufgrund der starken Beteiligung der angereisten Teilnehmer und Teilnehmerinnen an den genannten Foren werden die dort geführten Debatten programmatisch dem Namen „Weltsozialforum“ immer gerechter. Da ist dann auch nicht mehr erstaunlich, dass das große Thema der

ersten Weltsozialforen, als das Sozialforum noch Gegenpart zum Weltwirtschaftsforum in Davos war, die Themenachse „Kampf gegen die Diktatur der Finanzmärkte“ (Nr. 9), es nur noch auf ganze 25 Veranstaltungen gebracht hat. Gute Mittelplätze im Ranking der Veranstaltungsanzahl, als Seismograph für die gegenwärtigen sozialen Auseinandersetzungen, belegen die Themenachsen: Medien- und Klimagerechtigkeit und internationale Solidarität (Themen 5+6). Hingegen sind Migrations- und Rassismus Fragen (Themen 4+5) besonders im Vergleich mit den beiden vorhergehenden Weltsozialforen in Tunis unterbelichtet, mit nur etwa sieben Veranstaltungen, ebenso Veranstaltungen zu Friedenskultur und kriegerischen Konflikten.

30.000 Teilnehmende für konkrete Veränderungen

Auch wenn fast [1.200 angebotene Workshops](#), in denen ca. 30.000 Interessierte mitdiskutiert haben, nur ein Ausschnitt der globalen Bewegungen zur Gesellschaftsveränderung sind, so zeigen sie doch, wieviel konkreter inzwischen die Auseinandersetzungen für „eine bessere Welt“ geworden sind und sie der großen Entwürfe von Gesellschaftsveränderung, wie sie noch zu Beginn der Sozialforen dominierten, gar nicht mehr bedürfen, um aktiv zu werden.

Dennoch ist die geringe Repräsentanz von Fragen zu Migration oder auch zu Landwirtschaft und Ernährung Ausdruck davon, dass es 2016 ein Weltsozialforum im globalen Norden ist. In den Fragen Demokratiedefizite und sozialer Ungerechtigkeit scheinen Nord und Süd ähnliche Diskurse zu führen, besonders da viele Teilnehmende aus Schwellenländern kamen, wie Indien oder Brasilien und auf Aktivistinnen und Aktivisten ausgegrenzter sozialer Schichten aus Kanada und USA trafen. Aber auch Menschen aus Südafrika, Ghana oder Kenia, also den wirtschaftlich besser dastehenden Ländern, konnten mitreden, wenn es um das Fehlen von Partizipation und Demokratie oder soziale Ausgrenzung durch reiche Eliten geht.

Klimawandel und Rohstoffhunger jenseits von Nord-Süd Zwei weitere Bereiche wurden jenseits jedes Nord-Süd-Gegensatzes diskutiert, ohne die jeweils unterschiedliche Verantwortung zu verwischen. Das waren zum einen die Folgen des Klimawandels und zum anderen die Auswirkungen des Rohstoffhungers von Konzernen. Das ist kaum erstaunlich, wenn man weiß, dass in Kanada 70 Prozent der größten Bergbaukonzerne der Welt ihren Sitz haben und sich mit der neuen Regierung in Kanada ein neues Bewusstsein zur Klimafrage im Land entwickelt. Insbesondere bei der Bewertung des Pariser Klimagipfels wurden unterschiedliche Meinungen nicht kaschiert. So wurde verabredet, zugunsten der durch Klimawandel gefährdetsten Gruppen weiter auf die Verantwortung der Industriestaaten zu pochen und den Menschen auf untergehenden Inseln, auf verdorrten Weiden oder die durch Unwetter obdachlos geworden sind, eine Stimme für Klimagerechtigkeit zu geben.

Zeitpunkt und Ort führten zu weniger Andrang Ungewohnt war – da die letzten drei Foren in Afrika stattfanden – dass nicht viele Teilnehmende von dort angereist waren. Nicht allen Menschen aus Afrika wurden Visa verweigert, die meisten hatten kein Geld, um nach Kanada zu reisen oder konnten ihre Visa erst spät beantragen. Bei allen bisherigen Weltsozialforen hing die endgültige Zahl der Teilnehmenden vor allem von der Beteiligung aus dem Gastgeberland ab. Leider ist in Kanada derzeit auch Ferienzeit, vor allem für die Studierenden – ansonsten könnte das Forum auch nicht in allen Universitätsgebäuden stattfinden – und viele leben nicht in der Stadt während der vorlesungsfreien Zeit. Trotzdem haben aus dem ganzen Land und aus den angrenzenden USA viele AktivistInnen und Interessierte teilgenommen, manchmal kamen sie auch nur für ein Tag. Zu guter Letzt haben doch 30.000 registrierte Teilnehmende ihren Weg nach Montreal gefunden.

Kampagnenerfolge für Textilarbeiterinnen
Es gab viele beeindruckende Gäste auf dem Weltsozialforum; sie alle aufzuzählen ist unmöglich, aber um ein Beispiel von der Spannweite der Debatten zu geben, seien hier zwei Vortragende vorgestellt. [Kalpona Akter](#) von der Gewerkschaftsbewegung der Textilarbeiterinnen in Bangladesch berichtete aus der Zeit nach dem Einsturz der Fabrik im Rana Plaza Gebäude, wo 1.250 Menschen ihr Leben verloren. Trotz des heftigen Widerstands der einheimischen Fabrikbesitzer haben Kampagnen von Nichtregierungsorganisationen, wie der Clean Cloth Campaign, von Gewerkschaften, aber vor allem auch von Konsumentinnen und Konsumenten im Norden - so Akter - einiges verbessert. Zumindest bei den großen Zulieferbetrieben hat ein Umdenken in Bezug auf Gewerkschaftsrechte stattgefunden.

Ein neues Gesetz zwingt Betriebe unter der Bedingung, dass Gewerkschaften mindestens 30 Prozent der Beschäftigten organisieren, die Fabrikbesitzer dazu, die Organisationsfreiheit ihrer Beschäftigten zu akzeptieren. Kalpana Akter berichtete davon, dass die Zahl der Betriebe mit gewerkschaftlicher Vertretung von 40 auf 300 Fabriken gestiegen sei. 65 Prozent der Gewerkschaftsvorstände wären nun Frauen. Die Zahl der Todesfälle in den Fabriken ist von 200 auf 20 in einem Jahr zurückgegangen. Dies wäre ohne den Druck auf die Handelsketten wie H&M, Walmart, Carrefour oder Primark durch die Verbraucherinnen und Verbraucher in der EU oder den USA nicht möglich gewesen. Daher antwortete die Aktivistin auf die Frage einer Journalistin ablehnend, ob die Arbeiterinnen einen Kaufboykott in den Billigläden unterstützen würden. Sie möchten ihre Arbeitsbedingungen verbessern,
<http://info.brot-fuer-die-welt.de/blog/weltsozialforum-2016-montreal-klima-rohstoffe>

besonders auch in den Subunternehmen, in denen sich leider nicht viel Positives bewegt. Ein Kaufboykott würde nur dazu führen, dass die Betriebe weiterzögen, zum Beispiel nach Afrika, wo sie unter den gleichen ausbeuterischen Bedingungen wieder produzieren würden. Kalpona Akter forderte die Kundinnen und Kunden in Kanada und anderen Industriestaaten auf, anstatt den Kauf der Kleidung zu boykottieren, die Textilläden mit ihren Billigpreisen zu konfrontieren und nachzufragen, wie solche Preise zustande kämen.

Freie Software auf dem Weltsozialforum
Ein ganz [anderes Thema](#) sprach der Star der „Freien Software“, Richard Stallmann, vor dem überfülltem Hörsaal in der McGill Privatuni an. Viel zu selten, auch nicht auf den Weltsozialforen, wird die tagtägliche Überwachung des privaten Raumes durch die Datenkraken Facebook, WhatsApp, Skype, aber auch von Microsoft und Apple angesprochen. Warum eigentlich nicht? Der Kampf um soziale Rechte muss auch fordern, die Privatsphäre zu schützen. Aber im Gegenteil, durch Nutzung von Software, mit unbekanntem Überwachungsfunktionen, besonders durch die Smartphones, beteiligen wir uns an der Unterhöhlung des Rechts auf den persönlichen Raum. Der Begründer des GNU-Betriebssystems, das später unter GNU/Linux weite Verbreitung fand, ist auch der Vorkämpfer für „Freie Software“, wobei er betont: Frei heißt nicht umsonst! Dem Kampf einer lückenlosen Überwachung und Zwangssteuerung von Nutzenden setzt er die völlige Transparenz bei der Programmarchitektur entgegen: die sogenannten Quellcodes. Wer diese kennt, kann mit anderen, auch Nicht-ExpertInnen besprechen, wie und was er oder sie mit der Software anfangen wollen und ob diese nicht nach eigenen Bedürfnissen umprogrammiert werden kann. Das ist die Befreiung von der Fremdsteuerung. In keinem Fall dürfe der Kampf gegen Konzerne und Politik für die, wie wir in Deutschland sagen, informationelle Selbstbestimmung aufgegeben werden. Gleichgültigkeit oder Mutlosigkeit würden sonst gerade im Hinblick auf soziale Bewegungen zu schneller Überwachung und einfacher Kriminalisierung führen. Wer sich nicht damit auseinandersetzt, würde - so Richard Stallmann - offenen Auges zusehen, wie Protest und Widerstand im Keim dadurch erstickt werden kann, dass die Datenkraken das ganze Leben aller Menschen erfassen. Richard Stallmann hat recht, und es war leider die einzige Veranstaltung, die sich damit beschäftigte, aber andauernd liefen über Twitter unter #fsm2016 die neuesten Nachrichten über das Forum, damit auch jeder darauf zugreifen konnte, wer, wo und wann gerade etwas kommentiert. Schöne neue Welt!

Das Forum ist tot – es lebe das Forum

, [Tadzio Müller](#)

An diesem Dienstag beginnt im kanadischen Montréal das Weltsozialforum (WSF). Tausende Aktivist*innen aus aller Welt werden sich dort versammeln, um den Reden der Bewegungsstars zu lauschen und gemeinsam Strategien zu entwickeln, im gegenwärtigen Chaos der organischen Krise die Dinge doch noch irgendwie nach links zu verschieben oder – mit ein bisschen mehr Pathos gesprochen – die schon seit längerem möglichen anderen Welten endlich Realität werden zu lassen.

Weltsozialforum, das klingt nach »Bewegung der Bewegungen« und Manu Chao, nach Linksregierung in Brasilien und Bürgerhaushalt in Porto Alegre, nach Jointgeruch und veganer Vokü. Es scheint von einer Institution die Rede zu sein, die in einem anderen Kampfzyklus entstand, und die deswegen heute nicht mehr zeitgemäß ist. Die Kritiken sind schon lange bekannt, und seitdem sie zuerst artikuliert wurden, hat sich kaum etwas verändert.

Erstens ist dem Forum die globalisierungskritische Bewegung abhanden gekommen, die den globalen Resonanzraum des WSF darstellte. Gleichzeitig war die Kitt zwischen den lokalen und regionalen Aktivist*innen einerseits und den globalen NGO-Jetsetter*innen andererseits. Zweitens: Dem WSF ist der offensichtliche Gegner abhanden gekommen, ein hegemonialer Neoliberalismus ebenso wie die (scheinbar) stark aufgestellte US-amerikanische Hegemonie im internationalen System. Drittens: Die »neuen« linken Bewegungen, die Arabellionen, Platzbesetzungen und viele andere, die sich im Zuge der Krise ab 2008 entwickelt haben, sehen das WSF nicht als ihre Institution, sind dort kaum vertreten.

Viertens: Ein Weltsozialforum im globalen Norden, wie es dieses Jahr geplant ist, droht ein wenig zum schlechten Scherz zu verkommen, weil es für Aktivist*innen aus dem globalen Süden natürlich ungleich schwieriger ist, dort an Visa zu kommen. Die Liste könnte immer weiter fortgesetzt werden, an berechtigten Kritiken des Forums mangelt es nicht. Und doch findet es immer wieder statt. Und doch wird es jedes Mal wieder von großen Organisationen, wie zum Beispiel meiner Arbeitgeberin, mitfinanziert. Und doch kommen jedes Mal tausende und abertausende Teilnehmer*innen, vor allem – aber

nicht nur – aus der Region, in der es stattfindet, sondern aus knapp 100 Ländern »aus der ganzen Welt«. Warum?

Ganz einfach: Wenn es das Weltsozialforum nicht gäbe, müssten wir es erfinden. Trotz all seiner Schwächen wäre es jetzt fast schon ein politisches Verbrechen an der globalen Linken, diese mittlerweile etablierte Institution einzustampfen und durch nichts zu ersetzen.

Die derzeitige Weltlage, soviel ist offensichtlich, gibt kaum Anlass für Optimismus. Neue Kriege drohen, vielleicht sogar ein neuer großer Krieg. Das derzeitige »Interregnum«, die Krisenphase, in der das Alte noch nicht ganz gestorben ist und das Neue noch nicht ganz geboren, kann sich schnell wenden: Plötzlich gibt es globale Bewegungsdynamiken, eröffnen sich nach links Handlungsmöglichkeiten, ob in der Klima- oder Migrations-, in der Kriegs- und/oder Friedensfrage. Plötzlich schreien alle nach globaler, koordinierter Aktion sozialer Bewegungen – und erinnern sich vielleicht an die größte global koordinierte Politdemonstration, die jemals stattgefunden hat: die Antikriegsmärsche vom 15. Februar 2003. Die verhinderten den Irak-Krieg natürlich nicht, waren aber doch eine (relativ) machtvolle Antwort auf den Wahnsinn der Gegenseite.

Und dann stellt sich ganz konkret die Frage: Wer redet wo mit wem, um globale linke Antworten auf globale Fragen und Prozesse zu geben? Für uns relativ ressourcenarme Linke war es schon immer schwer, Globalität herzustellen, das heißt politische Effekte auf der globalen Ebene zu produzieren. Das WSF ist eine Antwort auf die Frage, wie wir selbst global relevant werden können, wie wir selbst unsere Daten, Orte und Themen setzen können. Es mag nicht die beste Antwort auf diese Frage sein. Aber bisher gibt es keine bessere, bisher ist das WSF mit all seinen Schwächen die stabilste globale Institution, über die das linke Mosaik verfügt. Wie es sich dieses Jahr entwickelt, werden wir beobachten. Das Forum mag sich überlebt haben. Es mag sogar tot sein. Dennoch muss es heißen: Lang lebe das Forum.

Tadzio Müller ist Referent für Klimagerechtigkeit und Energiedemokratie bei der Rosa Luxemburg Stiftung.

<http://wsf.blog.rosalux.de/2016/08/09/das-forum-ist-tot-es-lebe-das-forum/>

Sergio Ferrari

Après le Forum social mondial (FSM), à Montréal

Recréer le FSM, redéfinir l'altermondialisme

A peine le Forum social mondial (FSM) de Montréal – le premier tenu dans un pays du « Nord développé » - est-il terminé que s'ouvre déjà le processus de réflexion et de débat sur son avenir. Les questionnements, apports et hypothèses sur ce qui est devenu le principal espace autoconvoqué de la société civile internationale sont riches. L'état de santé de l'altermondialisme y figure au premier plan, et particulièrement l'interrogation sur la force réelle des mouvements sociaux qui le soutiennent.

Montréal, une réalité

« On y a respiré une atmosphère différente des forums précédents. Certes, on n'y a pas vu la grande diversité culturelle de Mumbai en 2004 (Ndlr : plus de 80.000 participant-e-s), ni même l'urgence de la convocation à Tunis en 2013 (Ndlr : 60.000 participant-e-s), lorsque le FSM fut organisé dans un pays en plein printemps arabe », analyse Andrea Tognina, de l'équipe de communication d'UNIA, le principal syndicat suisse.

Néanmoins, poursuit-il, on ne peut nier qu'un FSM organisé dans un pays industrialisé permet de mettre à nu et de rendre visible le fait que les problèmes résultant du système économique hégémonique ne touchent pas seulement le Sud et sont globaux. Sans oublier, ajoute Tognina – membre d'une délégation de 12 membres d'UNIA -, la richesse de la présence de Canadiens et de Nord-Américains, dont beaucoup de jeunes, ainsi que l'intense engagement de centaines de bénévoles qui rendirent possible la tenue d'un FSM avec **une organisation quasi-parfaite**.

Pour Markus Brun, responsable du Programme sud de l'Action de Carême des catholiques suisses, « c'est, sans doute, la première session qui n'a pas connu de problèmes organisationnels. Le programme des activités circulait une semaine avant le début du FSM. Un énorme succès logistique et de fonctionnement », souligne-t-il.

Brun relève non seulement « le bon fonctionnement de l'événement », **mais aussi sa méthodologie : des ateliers, des assemblées de convergence, et aussi une Agora des initiatives pour un monde meilleur – un espace innovant, par rapport aux rencontres antérieures – le samedi 13 août, qui a permis de synthétiser des propositions et des calendriers de mobilisations futures. Sans oublier le retour à des conférences centrales thématiques, une formule à succès lors des premières sessions du FSM qui fut ensuite abandonnée. « Par exemple, la conférence sur les paradis fiscaux a connu une grande affluence », souligne-t-il.**

Une excellente organisation au détriment d'une participation massive, lui avons-nous demandé ? « C'est une question clé. Le Canada a maintenu une politique d'octroi de visas très restrictive, notamment pour les représentant-e-s de pays africains et latino-américains. Ceci

a évidemment empêché une meilleure participation », regrette le militant associatif suisse, présent à quasiment tous les forums depuis ses premières éditions.

Selon plusieurs sources, à peine 1.000 participants venaient de pays du Sud. Une proportion minime sur un total de 35.000. Cette réalité a donné des maux de tête au collectif d'organisation local, qui fit tout son possible pour contrecarrer cette politique migratoire prohibitive sans y parvenir. De nombreuses délégations, notamment latino-américaines et africaines, ont manifesté leur indignation. Plusieurs voix, notamment des délégué-e-s africain-e-s [1], ont d'ailleurs fait leur autocritique pour n'avoir pas ouvertement appelé à boycotter le voyage au Canada, en solidarité avec les absents frappés par les entraves migratoires.

« Ce fut positif. Il faut continuer à rêver... »

« Ce fut un Forum social mondial très positif et important », estime dans un entretien téléphonique Carmina MacLorin, du Collectif d'organisation et l'une des figures les plus médiatiques de cette édition canadienne. « Même si nous avons eu le grand problème des visas. Bien que ce fut une réalité triste et pénible, elle a permis de rendre ce thème visible, et beaucoup l'ont mieux compris ».

« Nous avons réussi à introduire dans le débat public et international les restrictions dramatiques à la circulation des personnes et la crise des déplacements, qui sont une atteinte à une liberté fondamentale de l'être humain », explique Carmina MacLorin.

Celle-ci revendique comme succès la présence de plus de 35.000 participant-e-s en provenance de 125 pays. « Il faut rappeler que le Canada ne compte que 36 millions d'habitants. On ne peut pas faire la comparaison avec les massifs forums brésiliens, un pays-continent de 200 millions d'habitants ».

Quant aux aspects les plus positifs du FSM 2016, « je pense que nous avons réussi à réaffirmer l'importance de la solidarité internationale Nord-Sud-Nord. Il fut évident que pour les gens présents ici cette solidarité est une valeur clé, très reconnue ».

Tout aussi important, quant aux événements concrets, fut l'ampleur de la participation d'ouverture du mardi 9 août. « On y a vu non seulement une excellente participation, mais aussi l'apport essentiel d'artistes ». Sans sous-estimer d'autres richesses politiques et sociologiques qui ont marquées la session canadienne : la participation de différentes cultures politiques, le mélange de diverses générations et la réunion d'une grande variété d'acteurs du mouvement citoyen.

La qualité des contenus débattus et l'ouverture pour les traiter a également été remarquable. « Des thèmes d'une grande actualité et d'importance pour nos pratiques », comme les migrations et la militarisation, l'écologie, les traités de libre commerce, la déconstruction des marchés financiers, le commerce équitable, le droit au logement, la coopération et la solidarité, la participation citoyenne, ou encore le droit à la communication et à des médias libres, pour n'en citer que quelques-uns.

Quant à l'avenir, « de nombreux défis subsistent pour le mouvement altermondialiste. Bien que j'aie l'impression que nous avons mis en œuvre quelque chose de très neuf et frais. Pourvu que l'apport de Montréal puisse inspirer, rénover et renforcer cette dynamique internationale qui est fondamentale », souligne Carminda MacLorin.

C'est un défi mondial, estime-t-elle, « de compter sur des plateformes et des espaces où les gens, les mouvements, les réseaux, les campagnes puissent se rencontrer et dialoguer. Il nous reste la certitude que grâce à l'unité, la persévérance et la patience, il fut possible de réaliser ce FSM, au début improbable, pour lequel nous ne disposions que de très faibles ressources. Cela paraissait gigantesque et nous y sommes parvenus. Nous croyons dans le changement, dans l'implication active de tous. Il s'agit pour tous de continuer à s'approprier un pouvoir social qui appartient, sans aucun doute, à la société civile mondiale et à ses mouvements ».

Qu'en sera-t-il d'une prochaine édition du FSM, avons-nous demandé, comme synthèse, à la jeune militante altermondialiste canadienne, dont les racines sont aussi latino-américaines ? « On n'a pas traité ce sujet. Juste après le FSM, le Conseil international du FSM s'est réuni, mais pour évaluer sa propre restructuration. Pour l'instant, il n'existe aucune proposition ou candidature d'un pays pour organiser la prochaine édition », conclut Carminda MacLorin.

L'avenir du FSM ?

La distance et le temps indiqueront le véritable état de santé du FSM alors que nous sommes dans une étape de l'histoire mondiale – et plus particulièrement latino-américaine – très différente de 2001, l'année où naquit spontanément le Forum social mondial.

Le poids des gouvernements progressistes, dans la région

qui vit naître le FSM, est loin de ce qu'il était alors. Le débat citoyen sur la guerre et les interventions militaires (Iraq, 2003) a laissé place à un thème tout aussi grave, mais d'une autre dimension, où s'insère le terrorisme décentralisé (par exemple, des phénomènes comme Daesh ou Al Qaida), avec des clés plus confuses d'interprétation. Les printemps arabes, une décennie plus tard, semblent aussi s'être évanouis.

Dans ce contexte, l'avenir du Forum social mondial est plein de questions. Certains ont prétendu le voir mort et enterré à Montréal. Les critiques furent frontales : pourquoi le FSM ne s'est-il pas prononcé contre le coup d'État parlementaire, au Brésil, perpétré contre la présidente Dilma Rousseff ?, ont demandé certains.

Un espace comme le FSM n'a pas une voix unique. Nul ne peut parler politiquement au nom de tous les acteurs qui y participent. Ce serait condamner le FSM que de l'obliger à prendre des positions politiques sur chaque thème essentiel de la réalité politique et institutionnelle. Ce n'est pas au FSM de le faire, mais à chacun des acteurs sociaux qui le composent, ont répondu d'autres voix.

En marge de cette polémique politique, historiquement existante au sein du FSM depuis sa naissance, parler de la santé du FSM implique, essentiellement, de diagnostiquer l'état de santé de chacun de ses acteurs. En particulier des grands mouvements sociaux, des réseaux et des plateformes internationales.

Ou peut-être le FSM porte-t-il plus de responsabilité de ne pas s'être prononcé contre le coup d'État parlementaire au Brésil que les mouvements sociaux brésiliens qui, en raison d'un rapport de forces défavorables n'ont pu l'empêcher ?

Traduction de l'espagnol : Hans-Peter Renk

Notes

[1] Parmi les personnalités refoulées, Aminata Dramane Traoré, ancienne ministre de la Culture et du Tourisme, dans le gouvernement malien d'Alpha Koumar Konaré (1997-2007). Actuellement, coordinatrice du Forum pour un autre Mali

<http://www.cadtm.org/Recreer-le-FSM-redefinir-l>

Lucile Daumas, attac Marokko

Les peuples et la planète avant le profit

C'est devant un amphithéâtre bondé que s'est ouverte la Conférence organisée par la Convergence « Les peuples et la planète avant le profit » dans le cadre du Forum Social Mondial 2016 de Montréal. Une diversité de moyens d'expression, danses, poésie, chants, films, musique, vidéos, discours, se succédant à un rythme rapide traduisant l'urgence de nos combats, ont été utilisés pour rendre compte des souffrances et des luttes des peuples à tous les coins du monde, soulevés dans une même colère contre le pouvoir des multinationales et de la finance, l'injustice, la destruction de la planète et le mépris envers ses habitants. Menés par l'artiste multidisciplinaire colombienne Claudia Bernal, syndicalistes, paysans, artistes, militants de base se sont succédés dans le cercle de lumière, venus du Honduras, des Philippines, de Haïti, Angleterre, Maroc, Brésil, Inde, Québec, Colombie, États-Unis, Brésil, Bolivie, Nigéria, Irlande. Les absents, connus ou anonymes n'ont pas été oubliés, ceux qui n'ont pas pu venir faute de visas, ceux qui sont morts dans les luttes ou sur les routes migratoires, ceux qui, trop pauvres, n'ont pu venir ou ont seulement délégué un représentant. À tous, le public a répondu « Présent ! »

Voici le texte de mon intervention, au nom d'Attac CADTM Maroc (il ne fallait pas dépasser 3 minutes)

Souvenez-vous, en 2011, du Maroc jusqu'au Bahreïn, du Golfe jusqu'à l'Océan, les populations des pays arabes ont par millions occupé les rues avec un même mot d'ordre unificateur, le même sur des milliers de kilomètres, Chaab yourid... Le peuple veut... Il veut la liberté, la dignité, la justice sociale.

Deux dictateurs ont été renversés. Ce n'est pas peu. Mais la reprise en main néolibérale a partout étouffé cette volonté de souveraineté populaire, avançant sur trois axes principaux :

- garder le contrôle sur les matières premières, pétrole, gaz, minerais.
- utiliser le système [dette](#) comme levier de pression et de domination
- avancer dans l'adoption de nouveaux accords de libre échange – déjà existants mais aujourd'hui

rebaptisés ALECA, accords de libre échange complets et approfondis pour une domination plus complète et plus approfondie de la finance sur les peuples.

Tout cela se déroule dans un contexte où le Moyen-Orient est à feu et à sang, dans une situation de plus en plus chaotique (Syrie, Iraq, Yémen, ...) qui déborde sur d'autres pays africains (Libye, Mali) et jette sur les routes des populations fuyant les bombardements et les violences, tant militaires que politiques et économiques.

La façon dont l'Union européenne gère cette question a atteint des degrés inimaginables et scandaleux de non respect des conventions internationales mais surtout le degré 0 du respect de l'autre, du sentiment de fraternité humaine, qui ne peut qu'aggraver la fracture creusée entre les deux rives de la Méditerranée et rejoindra dans l'histoire la mémoire des pogroms, des chambres à gaz. Heureusement que des peuples surgissent des actes de solidarité.

Cette revendication de souveraineté populaire – Chaab yourid – portée par les peuples soulevés a été recouverte d'une nouvelle chape de plomb. Je pense à l'Égypte, à la Syrie, au Bahreïn, au Maroc et le business est revenu en force.

Les conditions de préparation de la COP22 qui aura lieu à Marrakech au début du mois de novembre en sont l'illustration. Business à tous les étages. Une Med COP s'est tenue récemment à Tanger, en avant première. Les entreprises étaient là, à l'affût des bonnes affaires. Et les conclusions de cette avant-COP : des signatures de contrat entre le Maroc et plusieurs multinationales.

N'y a-t-il donc plus qu'à se résigner ? Moins que jamais. Il y a urgence à lutter contre l'[extractivisme](#) qui tue la planète, le libre-échange qui accroît et codifie le pouvoir des multinationales.

Comment ?

Les Palestiniens ont un mot pour ça INTIFIDA, ce qui veut dire non pas lancer des pierres, mais se secouer, relever la tête, se mettre debout pour dire ensemble BASTA YA.

<http://www.cadtm.org/Les-peuples-et-la-planete-avant-le>

Gustave MASSIAH

L'altermondialisme doit-il s'ouvrir ou se radicaliser ?

1er août 2016

Le Forum social mondial 2016 se tient du 9 au 14 août à Montréal, pour la première fois dans un pays industrialisé. L'occasion de débattre d'avenir et de stratégie.

Les forums sociaux mondiaux (FSM) occupent une place importante dans l'altermondialisme, mouvement historique d'émancipation qui prolonge et renouvelle les mouvements ouvrier et paysan, ainsi que la décolonisation.

Formé à la fin des années 1970, l'altermondialisme lutte contre la dette et les programmes d'ajustement structurel, qui sont une tentative de domination et même de recolonisation. Dans les années 1990, les mobilisations contre les sommets intergouvernementaux sont massives. Les FSM, opposés au Forum économique mondial de Davos, prennent le relais après les manifestations de Seattle, aux États-Unis, contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1999.

Le processus des forums est constamment orienté par la situation mondiale. Les chocs financiers de 2008 confirment l'épuisement du néolibéralisme. À partir de 2011, des mouvements quasi insurrectionnels occupent des places, réponse des peuples à la domination de l'oligarchie – avant que les politiques néolibérales d'austérité et d'ajustement structurel se renforcent. La déstabilisation, les guerres, les répressions violentes et l'instrumentalisation du terrorisme s'imposent partout. Les idéologies réactionnaires et les populismes d'extrême droite séduisent de plus en plus, racismes et nationalismes alimentent les manifestations xénophobes – néoconservatisme libertarien aux États-Unis, extrême droite et national-socialisme en Europe, jihadisme armé, dictatures et monarchies pétrolières, hindouisme extrême, etc.

La crise structurelle s'articule en cinq grands pôles : économique et social (inégalités et discriminations) ; écologique (mise en danger de la planète) ; géopolitique (guerres décentralisées, montée de nouvelles puissances) ; idéologique (interpellation de la démocratie, poussées xénophobes et racistes) ; politique (dont l'autonomie est abolie par la fusion avec la finance, alimentant la corruption). Après la disqualification des projets progressistes, à partir de 1989, la droite et l'extrême droite ont bataillé contre les droits et particulièrement contre l'égalité et la solidarité, pour les idéologies sécuritaires, déstabilisant le monde du travail par la précarisation généralisée ; contre l'État

social par la marchandisation et la privatisation ainsi que la corruption généralisée des classes politiques. Et la sphère numérique a été subordonnée à la logique de la financiarisation.

Cette offensive a marqué des points mais ne s'est pas imposée. Les sociétés résistent et restent profondément contradictoires. La violence des courants réactionnaires et conservateurs est d'autant plus forte que ces derniers sentent que le vieux monde se meurt et que les sociétés leur échappent. Des révolutions sont en cours dans les domaines des droits (des femmes, des peuples), de l'écologie ou du numérique. Inachevées mais riches de promesses.

L'émergence de pensées radicales rompant avec les compromis de la gauche sociale-libérale retrouve droit de cité. Une nouvelle génération s'impose dans l'espace public via les mouvements constitutifs des FSM et se renouvelle à travers les mouvements d'occupation nés depuis 2011. Par ses exigences et son inventivité, celle-ci renouvelle la culture politique et les formes de radicalité. Le défi : la réinvention du politique ainsi que du rapport entre individuel et collectif.

Dans le processus des forums sociaux, une démarche stratégique s'est dégagée. Face à l'urgence, elle propose un programme de résistance : par le contrôle de la finance et la socialisation des banques, la taxation des transactions financières, la remise en cause des dérives du libre-échange et du dumping social, fiscal, environnemental et monétaire, la suppression des paradis fiscaux et judiciaires. Ces mesures, largement reconnues, se heurtent au veto des dirigeants du capital financier et de leurs affidés politiques. Ce programme livre ensuite un projet alternatif : la transition écologique, sociale, démocratique et géopolitique. Il s'appuie sur des nouveaux concepts – le bien commun, le bien vivre (le « bien-vivre »), la prospérité sans croissance, la justice climatique, la relocalisation, la démocratisation radicale de la démocratie...

Mais l'avenir des FSM soulève un débat. Les uns veulent accentuer encore cet espace horizontal ouvert pour faciliter rencontres et convergences ; selon d'autres, il faut renforcer la radicalité en organisant les débats politiques, prendre des décisions et organiser des actions communes. Autre discussion : faudrait-il laisser tomber le FSM pour laisser émerger des formes nouvelles ou faire évoluer le processus ? La prochaine étape du mouvement altermondialiste nécessite une réinvention complète. Le FSM de Montréal sera l'occasion de s'y atteler.

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8186>

Weitere Artikel von Gustave Massiah: <http://journal.alternatives.ca/spip.php?auteur159>

Claude Vaillancourt, président d'Attac Québec

Le FSM à Montréal : Le défi de rassembler les luttes

Les forums sociaux mondiaux (FSM) se sont peu à peu détachés de ce qu'ils étaient à l'origine : une réaction des mouvements sociaux, réunis à Porto Alegre, au Brésil, au Forum économique de Davos. Ils se sont tenus par la suite en d'autres lieux et à d'autres moments dans l'année. L'édition de 2016 a tenté une expérience particulière : pour la première fois, le FSM se déroulerait dans un pays du Nord.

Sommaire

- Un FSM peu accessible
- Convergence et agora des initiatives
- [Luttes à finir](#)

Ce déménagement n'était pas sans risque. Mais plusieurs jugeaient approprié que l'événement se déroule pour une fois dans l'antre de la bête : n'était-il pas intéressant que le forum se rapproche des lieux où se prennent les décisions qu'il a toujours combattues ? Alors que les inégalités sévissent aussi dans les pays du Nord, un travail de sensibilisation de leurs populations pouvait sembler utile.

Un groupe de militants jeunes et très motivés a proposé la ville de Montréal pour tenir l'événement. Ce choix se justifiait par la présence d'un mouvement social particulièrement dynamique au Québec, dans une Amérique du Nord très néolibérale, et par un printemps 2012 marqué par la lutte acharnée des étudiantes et des étudiants québécois contre leur gouvernement et sa vision marchande de l'éducation.

Un FSM peu accessible

Très tôt a été soulevé le problème de l'accessibilité : Montréal est une ville chère et éloignée, la métropole la plus au nord en Amérique. De plus, il était évident que l'obtention des visas serait un obstacle majeur, comme s'en sont inquiétées dès le départ plusieurs organisations québécoises. Malgré l'élection d'un nouveau gouvernement qui se veut plus ouvert que le précédent, celui de Justin Trudeau, le cauchemar anticipé s'est bel et bien réalisé. Les visas ont été distribués au compte-gouttes, les démarches pour l'obtenir étaient difficiles, voire humiliantes, et les raisons des refus offensantes. Tout en blâmant fortement le gouvernement canadien, plusieurs participants au FSM ont fait remarquer que son intransigeance risque de se reproduire, et cela, même dans les pays du Sud. La crainte d'une immigration hors contrôle et du terrorisme rend la circulation des individus de plus en plus contraignante. Elle peut même servir de prétexte pour entraver une certaine opposition politique, comme le soulignait d'ailleurs Aminata Traore, interdite de séjour : « je le sais par expérience : il y a des sujets qui fâchent, tous les sujets abordés au Forum choquent l'establishment ».

Le FSM de Montréal faisait aussi face à d'autres difficultés, dont celle de tenir l'événement dans un délai serré. Pour donner son appui, la ville de Montréal a exigé que le forum se tienne en 2016, un an et quelques mois

après le dernier FSM, plutôt que de suivre l'échéance des dernières années, soit tous les deux ans. Il ne fallait pas que le forum se déroule l'année du 375^e anniversaire de la ville, trop riche en festivités de toutes sortes, puisqu'il n'aurait pas pu profiter de la collaboration indispensable de la municipalité. Cette échéance rapide a nui au travail de mobilisation et a rendu aux yeux de certaines personnes la rencontre un peu moins pertinente, trop proche du dernier FSM de Tunis.

Tout ceci explique une certaine baisse de la participation au FSM de Montréal, en comparaison avec les éditions précédentes. Il faut ajouter à ces causes la faible densité de la population au Canada et dans la région voisine des États-Unis, qui rend les grands rassemblements plus difficiles à réaliser et complique leur organisation. Des estimations trop optimistes sur la fréquentation du FSM de la part des organisateurs, qui ont annoncé plus de 50 000 participants, alors que 35 000 s'y sont rendus, ont contribué à donner l'impression d'un certain échec. Pourtant, cette participation a été plus élevée que ce qu'avaient prévu plusieurs organisations, dont Attac Québec.

Convergence et agora des initiatives

Très peu de participants ont remis en question la pertinence de ce FSM. Comme toujours, le forum a permis à des personnes de différents pays de se rencontrer, de développer des alliances. Par ses ateliers et ses grandes conférences, il a favorisé une plus grande sensibilisation d'un large public pas toujours très familier avec les thématiques abordées et qui en a profité pour faire le plein de connaissances.

L'équipe du FSM a beaucoup travaillé sur le plan de la méthodologie, de façon à corriger un problème récurrent dans les éditions précédentes. Certes, les échanges sont riches et variés, a-t-on répété, mais peu d'actions concrètes en résultent. Il est donc nécessaire de mieux coordonner les luttes. Ainsi, les organisateurs ont beaucoup insisté sur la mise en place d'assemblées de convergence pendant lesquelles les participants devaient déterminer des actions à poursuivre après le FSM. Elles avaient aussi comme objectif de rassembler les individus et les organisations préoccupés par des sujets similaires, mais qui ont tendance à travailler « en solo ».

Ces assemblées se sont conclues la dernière journée par une ambitieuse « agora des initiatives », pendant laquelle des orateurs présentaient au public ce qui avait été décidé. De tout cela résultera un « calendrier des initiatives » qui permettra de fixer ces actions dans un agenda bien rempli et d'en assurer le suivi. Comme il fallait le prévoir, les résultats ont été très aléatoires. Les assemblées de convergence n'ont pas toutes été aussi productives, et, pendant l'agora des initiatives, déplacée dans un parc loin du centre-ville, les participants énuméraient une longue liste de projets, dont plusieurs étaient très stimulants, mais dont la profusion les faisait ressembler à une litanie.

L'une des assemblées les plus concluantes a sans doute été celle intitulée *Droits à l'éducation*. Le document qui en est ressorti fait une analyse à la fois succincte et très bien ciblée des atteintes aux droits à l'éducation dans le monde. Il en résulte une liste d'objectifs, certains assez flous, d'autres plus précis, afin de développer une plus grande solidarité face à la marchandisation de l'éducation. Un « plan d'action » annonce une série de projets concrets : entre autres, soutenir la lutte pour le salaire minimum à 15\$ (au Canada et aux États-Unis), demander l'exclusion de l'éducation des accords de libre-échange, solliciter les gouvernements pour rendre l'éducation plus accessible.

Attac s'est associée à Global Alliance for Tax Justice pour organiser l'assemblée « Désarmer la finance et atteindre la justice fiscale ». Il en est résulté un long document avec de multiples revendications pour transformer de façon significative à la fois la finance et la fiscalité. L'idée d'une journée internationale de lutte contre les paradis fiscaux a bénéficié d'un fort appui, avec comme date proposée, le 3 avril, pour souligner l'anniversaire de la révélation des *Panama Papers*.

Attac s'est aussi impliquée dans une assemblée portant sur le libre-échange, l'extractivisme et le pouvoir corporatif. Si cette rencontre s'est révélée plutôt confuse et a accumulé un nombre élevé de témoignages, il en est tout de même résulté une volonté très forte d'organiser une résistance dès l'automne, avec une journée et une semaine internationale d'actions qui auront lieu tant au Nord que dans le Sud. Les participants du Canada et de l'Europe se sentaient particulièrement concernés par l'AÉCG/CETA, dont le processus de ratification s'enclenchera bientôt. Un blocage de cet accord menacerait les autres grands projets à venir, encore plus ambitieux, mais dont l'AÉCG deviendrait le modèle : le Partenariat transpacifique, le TAFTA et l'Accord sur le commerce des services (ACS/TISA).

Il est difficile d'évaluer maintenant les résultats de telles initiatives et de prévoir quelle sera la volonté de les actualiser. Pour plusieurs d'entre elles, le FSM de Montréal aura été un relais permettant de raffermir des luttes déjà en cours, ce qui devrait faciliter leur accomplissement. Chose certaine, les mouvements sociaux ont devant eux d'importants projets, certains précis, d'autres plus vagues, dont la liste reste impressionnante.

Luttes à finir

Les Québécois ont profité du FSM pour faire connaître l'une de leurs luttes les plus importantes : l'opposition à l'oléoduc Énergie Est. Ce projet servirait à transporter le pétrole archi-polluant des sables bitumineux de l'Ouest canadien jusqu'à l'océan Atlantique afin d'en permettre l'exportation en grande quantité. Il est très dangereux pour le Québec, puisqu'il traversera des centaines de

cours d'eau et mettra en péril un écosystème très fragile, celui de la vallée et du golfe Saint-Laurent.

Mais il concerne aussi l'ensemble des populations, et particulièrement les Européens, qui pourraient devenir parmi les principaux acheteurs de ce pétrole. Puisque des projets similaires ont été empêchés aux États-Unis et en Colombie britannique, il s'agit du combat de la dernière chance pour les compagnies pétrolières : cet oléoduc est le seul moyen pour elles d'exporter massivement le pétrole toxique des sables bitumineux. Et cela, alors que le GIEC recommande de garder 80 % des réserves d'énergie fossile sous terre. Le FSM a permis de rassembler davantage les forces contre ces terribles adversaires, qui ont contre eux une coalition assez surprenante unissant environnementalistes, autochtones, syndicalistes, et même les maires de nombreuses municipalités, habituellement plutôt à droite.

Tout n'a pas fonctionné rondement dans ce forum. La présence insuffisante d'Africains et d'Asiatiques nuisait à la représentativité des débats. Le forum se déroulait dans des lieux d'une trop grande disparité : certains ateliers se trouvaient dans des locaux éloignés et peinaient à faire le plein de participants ; aucune grande place, au cœur de l'événement, ne favorisait les rassemblements hasardeux et spontanés. Les grands médias se sont beaucoup trop attardés sur la prétendue faible participation et sur les refus de visas, plutôt que sur les idées politiques diffusées pendant le FSM. Il s'agit là de couacs difficiles à éviter et qui n'ont pas trop entravé la bonne marche de l'événement.

De nombreuses questions restaient en suspens : comment canaliser la grande insatisfaction des populations devant les ratés du système économique vers des projets progressistes ? Comment répondre aux démagogues d'extrême droit

e ? Comment relancer l'altermondialisme alors que la gauche s'effondre dans une des régions qui l'a fait naître, l'Amérique du Sud ? Il s'est posé aussi la question de l'avenir du FSM : doit-il rester une plate-forme où s'échangent les idées, ou prendre clairement position sur des sujets brûlants, comme la situation en Palestine ou le coup d'État au Brésil ?

Le FSM de Montréal, comme ses prédécesseurs, a reflété les inquiétudes qui sont les nôtres et raffermi notre envie de nous battre pour changer le monde. Avec ses conférences et ateliers très souvent remplis à craquer, ses débats riches et stimulants, ses rencontres imprévues, il a rappelé l'importance du dur devoir de persister. Entre l'enthousiasme déclenché par un événement indubitablement réussi dans son ensemble, et la déception de ne pas le voir aussi grand qu'on aurait voulu, il s'est justifié une fois de plus, dans un contexte particulièrement difficile, par la nécessité de bien coordonner les luttes à l'échelle internationale.

À propos de l'auteur: <https://france.attac.org/auteur/claude-vaillancourt>
<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-11-automne-2016/debats/article/le-fsm-a-montreal-le-defi-de-rassembler-les-luttes>

Freedom of Movement? Nicht zum Weltsozialforum

Stefanie Kron

Bilal Al-Jouhari aus Marokko ist entrüstet: »Alle wollten kommen, aber nicht eine einzige Person der Selbstorganisationen der sub-saharischen TransitmigrantInnen in Marokko, hat für die Teilnahme am Weltsozialforum (WSF) hier in Montréal ein Visum erhalten«. Al-Jouhari ist Mitarbeiter der marokkanischen Menschenrechtsorganisation GADEM, die sich für die Rechte der vielen Tausend in Marokko auf ihrem Weg nach Europa gestrandeten Menschen aus dem Senegal, aus Mali, Nigeria oder dem Kongo einsetzt.

Noch vergangenes Jahr beim WSF im nordafrikanischen Tunis waren es vor allem die vielen verschiedenen migrantischen und pro-migrantischen AktivistInnen und NGOs aus Europa, aus Nord- und Westafrika und sogar aus Mexiko und Zentralamerika, die sich das ansonsten seit Jahren kriselnde WSF angeeignet und mit neuem Leben gefüllt hatten.

Ähnlich wie während des WSF im senegalischen Dakar 2011, entstand in der bröckelnden Legitimität und Struktur des WSF etwas Neues und Unerwartetes: Ein Ort, an dem Flüchtlinge, MigrantInnen und ihre UnterstützerInnen sich vernetzen, Wissen über Routen und Gefahren der Migration, oder über Freunde und Familienangehörige, die auf dem Weg nach Europa »verschwunden« sind, austauschen sowie über mögliche Strategien gegen die tödlichen Folgen der zunehmend restriktiven Grenzregime in Nordamerika und Europa sprechen konnten.

Trésor, der aus Kamerun über Marokko und das Mittelmeer nach Europa kam, und für diesen Weg mehrere Jahre brauchte, berichtet, dass er sich auf dem WSF in Dakar als migrantischer Aktivist politisiert und die nötigen Kontakte für die Reise nach Europa geknüpft habe. Trésor lebt heute in Berlin, ist Sprecher »Coalition Internationale des Sans Papiers et des Migrants« (CISPM/voix des migrants) in Deutschland. CISPM ist ein gewichtiger und transnational organisierter Akteur der Geflüchteten-Bewegungen in Deutschland, in Italien, Frankreich und Griechenland. Gerne wäre Trésor auch nach Montréal gereist, um migrantische Selbstorganisationen etwa aus den Amerikas kennen zu lernen. Doch weder seine unbefristete Aufenthaltserlaubnis, noch die Ehe mit einem deutschen Staatsbürger oder die Einladung der Rosa-Luxemburg-Stiftung in Nordamerika konnten die kanadischen Behörden dazu bewegen, Trésor ein Visum für Kanada und damit für die Teilnahme am WSF auszustellen.

Trésor ist kein Einzelfall. Einer Erklärung der Mayfirst-Bewegung zufolge, die unter anderem für die alternative und kollaborative Nutzung von Internet-Providern und digitaler Medien eintritt, hat die kanadische Regierung 70 Prozent der Visaanträge von WSF-TeilnehmerInnen aus den

<http://wsf.blog.rosalux.de/2016/08/11/freedom-of-movement-nicht-zum-weltsozialforum/>

Ländern des Südens zurück gewiesen. Mindestens 200 Menschen, unter ihnen allein 20 Mayfirst-AktivistInnen, vor allem aus dem sub-saharischen Afrika, aber auch aus dem Iran, aus Nepal, Zentralamerika und Haiti soll die Einreise verweigert worden sein, berichtet hingegen das kanadische Internetportal La Presse vom 5. August. Bereits während des WSF vergangenes Jahr in Tunis hatten zahlreiche Organisationen aus dem Globalen Süden die Entscheidung des Internationalen Rates scharf kritisiert, das nächste WSF in Montréal und damit erstmals in einer Stadt des Nordens auszurichten. Man befürchtete, dass viele TeilnehmerInnen kein Visum erhalten würden, aber auch, dass die hohen Kosten für Anreise und Aufenthalt die Mehrheit der Menschen aus den Ländern des Südens davon abhalten würde, am WSF teilzunehmen.

Tatsächlich fand die diesjährige Eröffnungsparade des WSF am Dienstagabend, an der etwa 10.000 Menschen teilnahmen, ohne die sonst recht großen Delegationen von Basisbewegungen und Gewerkschaften aus Lateinamerika, Westafrika oder Indien statt. Auch aus der Türkei, den kurdischen Gebieten und anderen Ländern des Nahen Ostens oder Nordafrika waren, anders als vergangenes Jahr in Tunis, nur sehr wenige TeilnehmerInnen anwesend. Ohnehin hatten sich bis Dienstagabend erst 14.000 Personen registriert. Das ist nur etwas mehr als ein Zehntel der Menschen, die zu den ersten Weltsozialforen etwa nach Brasilien gekommen waren. Das liegt sicherlich nicht nur an der restriktiven Migrationspolitik der kanadischen Regierung oder an den hohen Kosten für den Aufenthalt in Montreal. Ein weiterer Grund mag auch das inzwischen chronisch zu nennende Fernbleiben der europäischen Post-Krisen-Linken sein, darunter beispielsweise die sozialen Bewegungen aus dem Umfeld der neuen linken Parteien in Europa sowie die blockupy und no-border-Bewegungen. Sehr stark vertreten sind dieses Mal hingegen nordamerikanische Gruppen und Organisationen für Klimagerechtigkeit und Ressourcenschutz. Die kanadischen Organisatoren des WSF, wie Roger Rashi von Alternatives, einem weltweiten Netzwerk von linken NGOs, hoffen daher, dass während des WSF zumindest ein linker Fokus auf die sozialen Dimensionen von Umweltkonflikten geschärft wird. Daneben sollte allerdings die drängende Frage, ob und wie die sozialen Bewegungen des globalen Südens, die europäischen Anti-Austeritäts-Bewegungen und die transnational vernetzten Bewegungen für die Rechte von MigrantInnen das sichtlich überkommene Format des WSF als ihren Ort annehmen, umgestalten oder wieder beleben könnten, im Mittelpunkt der kommenden Tage stehen.

„Ein zweites Forum für alle, die kein Visum bekommen haben“

15. August 2016, Stefanie Kron

Ibrahima Thiam hat in Siegen Politikwissenschaften studiert und arbeitet derzeit als Programmmanager im Bereich natürliche Ressourcen und Klimawandel im Büro der Rosa-Luxemburg-Stiftung in Dakar, Senegal. Mit ihm sprach Stefanie Kron in Montreal

Naomi Klein hat zur Eröffnung ihres Beitrags hier in Montréal „Welcome to the first Firstworld Social Forum!“ ins Publikum gerufen. Wie findest Du das erste Weltsozialforum im Norden?

Ich war 2011 in Dakar und 2013 in Tunis und ich muss sagen, das hier ist aus der Perspektive des Südens ein voller Unterschied. Als erstes sollte man die vielen abgelehnten Visaanträge nennen. Das ist vor allem eine Frage der Solidarität mit den Leuten aus dem Süden, die kein Visum bekommen haben, über die wir dringend reden müssen. Wir sollten über ein zweites Forum nachdenken, für alle Leute, die kein Visum bekommen haben.

Auf einem Weltsozialforum sollten die drängenden Themen besprochen werden, aber unter Beteiligung aller Betroffenen. Das bedeutet, dass die Communities und Basisinitiativen im Süden, die sich etwa mit den Folgen von Migration beschäftigen oder gegen Landraub und Ressourcenausbeutung kämpfen, hier eine Stimme haben sollten. Eigentlich hätte das Forum in Kanada eine sehr gute Gelegenheit des Nord-Süd-Austausches geboten. Kanadische Unternehmen betreiben in vielen Ländern des Südens massive Formen von Ressourcenausbeutung. Wären mehr Aktivist:innen des Südens hier gewesen, hätten wir <http://wsf.blog.rosalux.de/2016/08/15/ein-zweites-forum-fuer-alle-die-kein-visum-bekommen-haben/>

vielleicht auch mehr die kanadische Bevölkerung in dieser Hinsicht sensibilisieren können. Das war leider so nicht möglich.

Was war anders in Dakar und Tunis?

Dakar war das volle Chaos, aber viel lebendiger. Tunis 2013 war auch sehr interessant, weil das WSF im Jahr des arabischen Frühlings stattfand, nach der Wende sozusagen. Wir haben die Hoffnungen und Erwartungen der Menschen, vor allem der jungen Leute, dort gespürt, weil sie auch am Forum teilnahmen.

War auch was gut in Montréal?

Ich bin teilweise auch sehr zufrieden, weil das Thema des Klimas eine große Rolle gespielt hat. Klimagerechtigkeit ist für mich wie ein Schirm, unter dem viele andere Themen zusammen laufen: Menschenrechte, Rohstoffe, Gender oder Migration.

Soll das WSF nie mehr im Norden stattfinden?

Das WSF sollte mehr im Süden, aber ab und zu auch im Norden sein, denn unser Kampf beispielsweise um das Klima ist ein Kampf von beiden Seiten. Wenn das WSF also schon mal in so einem wichtigen Land wie Kanada stattfindet, dann sollten wir darauf hinwirken können, dass die Leute hier mehr über globale Zusammenhänge erfahren und sich dann vielleicht solidarisieren und auf ihre Regierungen Druck ausüben. Aber dafür müsste der Süden anreisen dürfen und das Forum müsste mehr raus aus den Uni und an andere Orte gehen, wo wir mehr und andere Menschen hier in Kanada erreichen könnten.

Das Problem mit der Globalität

Das Weltsozialforum läuft noch bis morgen. Für die Klimagerechtigkeitsbewegung ist es zu einem wichtigen Gesprächsraum geworden, während die Klimagipfel zentrale Fragen ausklammern.

Ein Standpunkt von Tazio Müller

Manchmal scheint das diesjährige [Weltsozialforum im kanadischen Montréal](#) von ähnlich vielen Problemen geplagt zu sein wie die Olympischen Spiele in Rio: Das Ganze ist verschwindend klein. Kaum jemand in der Stadt scheint zu wissen, was hier überhaupt los ist. Viele Delegierte aus dem globalen Süden haben keine Visa erhalten und konnten nicht kommen. Und zu allem Übel hat das Übersetzungsnetzwerk Babels seine Zusammenarbeit mit dem Forum [aufgekündigt](#); etliche Events finden völlig ohne Übersetzung statt. Ein totaler Flop also?

Aus der Perspektive der Klimagerechtigkeitsbewegung, des radikalen Flügels der [Klimabewegung](#), jedenfalls nicht. Für sie wird das Weltsozialforum immer wichtiger.

Warum ist das so?

Für eine Bewegung, die in ziemlich kurzer Zeit ein ziemlich vertracktes globales Problem lösen will – kurz: das drohende Klimachaos abwenden und dabei globale Ungerechtigkeiten nicht vertiefen, sondern bekämpfen –, verfügt die Klimagerechtigkeitsbewegung über ganz beeindruckend wenig globale Koordination. Die erste globale Institution der Klimabewegung, das [Climate Action Network \(CAN\)](#), entstand im Zusammenhang mit den UN-Klimaverhandlungen in den 1990er Jahren, zerlegte sich aber bei der [Klimakonferenz von Bali](#) 2007. Damals spaltete sich der radikale Climate-Justice-Flügel ab und gründete das Netzwerk [Climate Justice Now!](#) (CJN!).

Heute hängen beide Institutionen ziemlich in den Seilen: CAN steht vor den Trümmerhaufen seiner kuscheligen Lobbystrategie angesichts der Tatsache, dass es [in Paris](#) zwar einen Deal gab, aber effektiver globaler Klimaschutz deswegen noch lange nicht in Sicht ist. Das linke Netzwerk CJN! hat sich indes in klassischer [Monty-Python-Manier](#) wiederum in zwei Teile aufgespalten: einer näher am UN-Prozess, die [Global Campaign to Demand Climate Justice](#), einer eher den lokalen Kämpfen gegen Extraktivismus und Megaprojekte nahestehend, der Climate Justice Space. Das Ganze sieht gelegentlich aus wie eine Seifenoper, deren Hauptautor früher mal in einer trozkistischen Sekte organisiert war.

Weltklimagipfel reichen nicht

Splintergruppen hin oder her – die Klimabewegung mobilisiert immer noch stark zu den Weltklimagipfeln. Dass die sozialen Bewegungen sich immer wieder auf die Gipfel der Mächtigen stürzen, hat gar nicht unbedingt damit zu tun, dass sie die so wichtig finden. Es geht vor allem darum, dass sie mit ihren äußerst begrenzten Ressourcen von allein kaum in der Lage sind, weltweit sichtbar zu werden und sich als globale Akteure zu konstituieren.

Also nutzt die Bewegung die Institutionen und Gipfel der Mächtigen. Aber: Klimagipfel zum Beispiel klammern Themen wie [TTIP](#) aus. Die Klimabewegung kann dort solche zentralen Fragen auch nicht effektiv bearbeiten. Und *jenseits* der Gipfel der Mächtigen ist sie dazu auch kaum in der Lage. Außerdem zeigen die Erfahrungen der Gipfel wie zu-

letzt im Dezember in Paris, wie [unglaublich schwierig es ist](#), sich für transnationale Strategiediskussionen zusammenzusetzen, wenn der eine Teil der Bewegung ständig zu "Inside"-Events rennt, während der andere Teil vor der Polizei wegläuft.

Einzelne größere Organisationen versuchen sich zwar immer wieder an global koordinierten Kampagnen. Sei es die [Reclaim-Power-Woche](#), die seit Langem auch von Friends of the Earth [mitorganisiert](#) wird. Oder die Kampagne ["Break Free from Fossil Fuels"](#), die vor allem von 350.org getragen wurde und dieses Jahr im Mai ihren Höhepunkt erreichte. In Deutschland war [die Tagebaubesetzung](#) von Ende Gelände in der Lausitz Teil der Aktionen.

Wir brauchen Globalität!

Und doch bleiben diese Prozesse immer hinter dem zurück, was notwendig wäre: die rapide Entwicklung [von Globalität](#). Anders gesagt: die Fähigkeit, auf der globalen Ebene politische Effekte zu erzeugen.

Dass das notwendig ist, liegt auf der Hand. Natürlich kann man zum Beispiel hierzulande eine demokratische Energiewende durchkämpfen. Aber wenn man keine Antwort auf die Frage geben kann, wie zumindest mittelfristig auch in anderen Ländern derartige Prozesse angestoßen werden können, hilft das nicht viel.

All das bringt uns zurück zum Weltsozialforum: Vor 15 Jahren, auf dem Höhepunkt der Welle globalisierungskritischer Proteste in Seattle, fand das erste Weltsozialforum im brasilianischen Porto Alegre statt. Einerseits bewusst als Gegenveranstaltung zum unsäglich elitären [Weltwirtschaftsforum](#) in Davos geplant, ging es den Bewegungen andererseits darum, einen Gesprächs- und Strategieraum aufzubauen, wo es keine anderen Verpflichtungen und keine ständigen Störungen durch die mehr oder minder aggressive Exekutivmacht gibt.

Zwar hat das Forum seit seinen Höhepunkten in den frühen Jahren des letzten Jahrzehnts – man denke an die großen [Antikriegsdemos](#) am 15. Februar 2003 oder den Einfluss auf den lateinamerikanischen Linksruck der ["Pink Tide"](#) – an Bedeutung [verloren](#). Einer Bewegungsinstitution tut es nun einmal nicht sehr gut, wenn die dazugehörige Bewegung, in diesem Fall die globalisierungskritische, so langsam [abstirbt](#).

Das Weltsozialforum als freier Gesprächsraum

Aus der Perspektive der Klimagerechtigkeitsbewegung ist das Weltsozialforum aber tatsächlich genau das, was wir brauchen – und sie wird immer mehr zur "dazugehörigen Bewegung". Schon 2009, bei der gigantischen Mobilisierung zum Weltklimagipfel nach [Kopenhagen](#), war Klimagerechtigkeit eines der wichtigen Themen des Weltsozialforums im brasilianischen Belém, aus dem die [Climate Justice Declaration](#) hervorging. Auch 2011 in Dakar war das Klima absolut zentral, und während 2013 in Tunis aus gegebenem Anlass andere Themen dominierten, stand das Weltsozialforum 2015 in Tunis im Zeichen der [Mobilisierung zum Klimagipfel](#) nach Paris.

Auch in diesem Jahr wieder ist das Klima eines der bestimmenden Diskussionsthemen des Forums in Montréal. Zum einen, weil die Klimagerechtigkeitskämpfe gegen die [extraktivistischen Strategien](#) der kanadischen Regierung momentan zu den wichtigsten sozialen Auseinandersetzungen in Kanada gehören. Zum anderen, weil die Klimagerechtigkeitsbewegung dieses Forum mehr braucht als viele andere. Es wird kaum polemisiert, sich nicht in identitäre Gräben begeben, sondern offen und zielorientiert miteinander geredet.

Das sind ermutigende Zeichen einer Bewegung im Auf-

stieg. Hier treffen sich zentrale Netzwerke, um für den kommenden Klimagipfel [in Marrakesch](#) Strategien zu entwickeln. Noch ist offen, ob das Weltsozialforum eine Deklaration zur Klimagerechtigkeitsfrage abgeben wird. Das Forum hier mag kleiner sein als alle bisherigen. Es mag viel weniger bedeutungsvoll sein, als es uns lieb wäre. Aber aus der Perspektive der Klimagerechtigkeitsbewegung ist es genau das, was wir brauchen.

<http://www.klimaretter.info/meinungen/standpunkte/21738-das-problem-mit-der-globalitaet>

Das erste Ersteweltsozialforum

, [Tadzio Müller](#)

Die Idee, das Weltsozialforum (WSF) dieses Jahr zum ersten Mal im globalen Norden auszurichten, ist mittlerweile hinlänglich kritisiert, als ziemlicher Schwachsinn entlarvt worden: Während die Tatsache, dass viele Delegierte aus dem globalen Süden keine Visa erhielten nun auch schon weithin diskutiert worden ist (zum Beispiel [hier](#) und [hier](#)), weist [Christian Jakob in der »taz«](#) berechtigterweise darauf hin, dass dies rein numerisch gesprochen vermutlich das kleinere Problem war – für die meisten potenziellen Süddelegierten wären Reise hierher und Aufenthalt einfach zu teuer gewesen. »Und so sind dem Forum nun genau jene globalen Ungleichheiten eingeschrieben, die zu überwinden es antritt.« Naomi Klein benannte dieses Problem bei [einem großen Podium](#) zum Thema Klimagerechtigkeit, indem sie den Zuschauer_innen zurief: »Willkommen beim ersten Ersteweltsozialforum!« Aber ein weiterer Konflikt, der ebenfalls mit der Wahl des Austragungsortes zu tun hat, ist bisher noch kaum besprochen worden, obwohl er für die Teilnehmer_innen des Forums – also diejenigen, die es trotz aller Hindernisse trotzdem hierher geschafft haben – ein enormes Problem darstellt: Für einen Großteil der Workshops gibt es keine Übersetzung. Ein Offenbarungseid für ein Weltsozialforum, vor allem für eines, das im globalen Norden stattfindet (wo das Geld für Übersetzer eigentlich vorhanden sein sollte). Aber wie kam es dazu?

Üblicherweise kooperieren die Weltsozialforen mit einem transnationalen Dolmetscher_innennetzwerk namens »Babels«. Sie bezahlen deren An- und Abreise, organisieren Kost sowie Logis und finanzieren die Miete von Übersetzungsequipment – im Gegenzug gibt es dafür die kostenlosen Dienstleistungen von über hundert aufopferungsvollen Dolmetscher_innen. Aber nicht in Montréal 2016. Einen guten Monat vor Beginn des Forums schickte Babels eine Mail an das Orgakomitee des WSF ebenso wie an das »International Council«, in dem sie ihre Teilnahme abkündigten. Grund eins: Das finanziell sehr klamme WSF (die Stadtregierung von Montréal hatte angekündigt, das Event großzügig zu unterstützen und zog diese Zusage ebenfalls kurz vor der Veranstaltung zurück) konnte nicht garantieren, dass An- und Abreise im Vorfeld komplett vom Forum übernommen würden. Grund zwei, der politisch deutlich gewichtigere: Die Übersetzung sollte nur in drei »Kolonialsprachen« stattfinden (Französisch, Englisch und Spanisch).

Die Sprengkraft dieser Tatsache liegt unter anderem in der <http://wsf.blog.rosalux.de/2016/08/13/das-erste-ersteweltsozialforum/>

Tatsache, dass Kanada in den letzten Jahren eine enorme Eskalation der Kämpfe indigener Gruppen erlebt hat, der »First Nations«. In deren Diktion, die in der kanadischen Linken zunehmend akzeptiert wird – und zum Beispiel auf dem Panel von Naomi Klein aufgenommen wurde –, befindet sich das Forum auf »gestohlenem Land«. Im Gegensatz zu den USA wurden in Kanada die First Nations nicht einfach zerstört, wurden Gebiete hier nicht einfach annektiert. Die bewaffneten europäischen Migrant_innen auf der einen Seite und die Alteingesessenen auf der anderen haben Verträge unterzeichnet, die ein friedliches Miteinander festlegen sollten. Es überrascht wohl niemanden, dass »die Weißen« diese Verträge immer wieder und dauernd ignoriert, hintertrieben und gebrochen haben. Gestern trafen wir uns auf Mohawk-Land. Und niemand der Gäste auf dem Forum wäre in der Lage, einen Mohawk zu verstehen, wenn er in seiner Sprache mit uns reden würde. Babels fand, dass das inakzeptabel sei. Und vermutlich hatten sie damit Recht.

Was mich zum Punkt bringt: Wo sind wir hier eigentlich genau? Wir sind hier nicht nur ganz im allgemeinen in der »ersten Welt«, sondern in Kanada, in einem Land, das eine dezidiert »extraktivistische« polit-ökonomische Strategie fährt und damit die traditionellen Ländereien der First Nations, die auf diese ein vertraglich verbrieftes Recht haben, im Namen des Wirtschaftswachstums gänzlich zerstört. Haben Sie schon einmal von den »Teersanden« gehört? Wenn nicht, empfehle ich Ihnen die Lektüre von Naomi Kleins exzellentem Buch »This Changes Everything« oder schauen Sie sich den Film zum Buch an. Dagegen sind die Braunkohletagebaue im Rheinland oder der Lausitz kleine Sandkästen. Die Regierung, die so ziemlich jedes Bergbauprojekt unterstützt, befindet sich also in einem existenziellen Kampf mit den First Nations. Aber Moment mal, hat Kanada nicht diesen hübschen jungen Premierminister, der wirklich keine Gelegenheit auslässt, vor den Kameras seinen fitnessgestählten Oberkörper zu präsentieren ([hier](#)), der sich gerne beim Yoga oder auf [Gay-Pride-Paraden](#) fotografieren lässt? Justin Trudeau mag sich gut verkaufen können, als cooler junger Politiker, der alles anders machen will. Aber aus der Perspektive der First Nations hat sich hier noch nichts geändert, ihnen wird weiterhin die Lebensgrundlage unter den Füßen weggegraben. Und dann werden ihre Sprachen auf dem Forum auch noch unverständlich gemacht, weil es keine Übersetzung dafür geben soll. Willkommen zum ersten Ersteweltsozialforum.

Ein anderes Internet ist möglich ... und nötig

Angela Isphording



Das Weltsozialforum bietet neben seinem umfangreichen Programm auch fünf Parallelforen. Eines davon ist das Weltforum Freier Medien, bei dem Medienaktivist_innen sich eine Woche lang zu Themen wie Internetpolitik, Communityradios, Freie Software, das Recht auf Kommunikation, etc austauschen. Die Rosa-Luxemburg-Stiftung war auf diesem Forum mit vier Workshops, einem Austausch zu Community Radios und dem Panel „ein anderes Internet ist möglich“ vertreten.

Auf dem, gemeinsam mit Mayfirst organisierten Panel berichtete die Medienaktivistin und Referentin der LINKEN im Bundestag Anne Roth über ihre Arbeit zum NSA-Untersuchungsausschuss und den dahinterliegenden Skandal der Bespitzelung der deutschen Bevölkerung durch den BND für die US-amerikanische NSA . Im Anschluss sprach der US-Medienaktivist und Gründer des Internetproviders Calyx aus New York über seinen Fall: Nick [Merrill](#) kämpfte gemeinsam mit der American Civil Liberties Union zwölf Jahre lang erfolgreich gegen die Umsetzung eines „National Security Letters“, mit dem Calyx dazu gezwungen werden sollte, die Daten eines Kunden offen zu legen. Seiner Klage gegen das FBI wurde in vier Instanzen Recht gegeben. Der Fall wurde seiner Meinung nach nur deshalb eingestellt, weil das FBI Angst hatte, dass auch der Obersten Gerichtshofs die Verfassungswidrigkeit dieser Praxis bestätigen würde. Damit wäre dem Spuk ein Ende gesetzt worden, dem in den USA jährlich Tausende von Internetkunden zum Opfer fallen. Dies geschah leider bislang nicht. Besonders tragisch an Merrills Fall war die sogenannte „gag order“ –er durfte sechs Jahre lang mit niemanden über den Fall reden, auch nicht mit seiner Familie und engsten Freunden. Dem Thema der Massenüberwachung von Internetusern und möglichen Strategien für politische Aktivist_innen widmete sich der zweite Teil der Veranstaltung, bei der sich vier linkspolitische Internetorganisationen vorstellten: [Mayfirst](#), eine linker Internetprovider mit Sitz in den USA und Mexiko, [Equalité](#), eine kanadische Organisation, die <http://wsf.blog.rosalux.de/2016/08/12/ein-anderes-internet-ist-moeglich-und-noetig/>

sich auf die Herstellung von Schulungen und Software zur digitalen Sicherheit spezialisiert hat, [Rizhomatica](#) aus Mexiko, die einen gemeindekontrollierten Internetzugang in ländlichen Gemeinden stellen und [Altermundi](#) aus Argentinien, die dezentrale Netzwerke für linke Organisationen anbieten.

Die Teilnehmer_innen des Panels waren sich einig, dass es nicht möglich ist, Politik und Technik voneinander zu trennen. Alfredo López von Mayfirst brachte dies auf den Punkt: „Technologie ist heute der mächtige Motor des Kapitalismus, wenn wir die Revolution wollen, brauchen wir diesen Motor. Wir müssen die Technik zum Motor der Revolution machen.“

Ein wichtiger Faktor für diese Revolution ist die Entwicklung und Verwendung von nicht-kommerzieller Software – es wurde kritisiert, dass auch linke Institutionen Microsoft benutzen, anstatt zu freier Software zu migrieren. Aktivist_innen verwenden Google, Facebook (oder sein Whatsapp) und Co, obwohl bekannt ist, dass diese von den Daten ihrer Kund_innen leben, bzw. sie an andere weitergeben. Dabei gibt es zumindest im Softwarebereich Alternativen, die nicht nur gut funktionieren sondern auch wesentlich weniger anfällig für Viren und Zugriff von außen sind.

Dmitri Vitaliev berichtet, dass immer mehr linke Internetseiten Cyberattacken zum Opfer fallen. Equalité hat eine Software namens „deflect.ca“ entwickelt, mit der die Seiten geschützt und auch das Profil der Verursacher dieser Attacken festgestellt werden kann. Seiner Meinung ist eine Dezentralisierung des Internets, das sogenannte „peer to peer“ hilfreich, bei dem die Information auf vielen Computern anstatt auf einem Server liegt und die Teilnehmer_innen die Verbindung manuell herstellen. Diese Methode wird auch als „Darknet“ bezeichnet und mit dem Hinweis, dass sich auch die organisierte Kriminalität hier herumtreibt, als negativ abgestempelt. Jedoch bietet sie ihren Usern einen deutlich höheren Grad an Sicherheit. Ein weiterer wichtiger Aspekt, der auf dem Panel genannt wurde, ist der Zugang zum Internet. Dort wo es sich lohnt, werden Kabel gelegt und Wifi bereitgestellt. Dies trifft jedoch nicht auf ländliche Gemeinden oder arme Länder zu, weshalb 60% aller Menschen der Welt bislang keinen Internetzugang haben. Doch für Peter Bloom von Rizhomatica geht es nicht nur darum, Zugang zu schaffen, sondern er fordert, dass die Gemeinden Kontrolle über ihr Netz haben sollen. Seine Organisation errichtet Netze in indigenen Gemeinden im Süden Mexikos mit der Hilfe von Handys und einer passenden Software. Die User_innen zahlen 2,50 US-Dollar im Monat.

Im Resumé waren sich die Teilnehmenden einig, dass linke Bewegungen und Aktivist_innen sich mehr mit Technik und digitaler Sicherheit auseinandersetzen müssen, um ihre Arbeit auch in Zukunft machen zu können. Dies geht von den Nutzungsgewohnheiten jedes/jeder Einzelnen und der Organisationen, über Gesetzgebung und Umsetzung der Gesetze bis hin zur politischen Lobbyarbeit für die Rechte auf Kommunikation und Persönlichkeitsschutz.

Amplifying the South!

[Stefanie Kron](#)



Michelle Chen ist in ihrem Element: „The medium is the message!“, ruft die Community-Radio-Aktivistin vom [Asia-Pacific-Forum](#) aus New York zum Abschluss ihres Beitrags während des Workshops „Amplify the South“. Im Mittelpunkt der im Rahmen des diesjährigen Weltsozialforums vom New Yorker Büro der Rosa-Luxemburg-Stiftung organisierten Veranstaltung steht die Frage, wie die Stimmen des Südens in die Medien des Nordens gelangen können. Michelle Chen erklärt, dass Community-Radio zur Stärkung der asiatisch-amerikanischen Diaspora und ihrer Verbindungen beispielsweise mit der Bewegung für Klimagerechtigkeit auf den Philippinen beitragen kann.

Das Hauptexportprodukt der Philippinen ist Arbeitskraft. Insbesondere im Gesundheitsbereich arbeiten Philippininnen in der ganzen Welt. Doch wie hängt die Frage der mobilen Arbeit mit der Frage der Klimagerechtigkeit zusammen? In den vergangenen Jahren haben aufgrund des Klimawandels die Taifune auf den Philippinen stark zugenommen. Dabei werden nicht nur viele Menschen verletzt oder finden den Tod, sondern es werden auch ganze Landstriche verwüstet. Die philippinischen Krankenschwestern, die in den Arabischen Emiraten, in Singapur oder in Nordamerika arbeiten, sind zwar diejenigen, so Chen, „die dann viel Geld für humanitäre Hilfe und den Wiederaufbau schicken können, aber es fehlt einfach Pflegepersonal vor Ort.“ Die panasiatische Radioshow [Asia-Pacific-Forum](#), die einmal in der Woche aus New York im Internetradio ausgestrahlt wird und so weltweit empfangen werden kann, macht diese Probleme und Kämpfe zum Thema. Community-Radio kann damit einen, wie Chen sagt, „progressiven“ transnationalen Raum der politischen und sozialökologischen Bewusstseinsbildung, Organisierung und Vernetzung schaffen.

<http://wsf.blog.rosalux.de/2016/08/12/amplifying-the-south/>